

L'Entreprise par Actions et la Législation

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS-SCIENCES *économiques*

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le 3 Juillet 1919, à 3 heures.

PAR

M. NORDMANN

Président : M. WAHL, Professeur.

Suffragants : { M. PERCEROU, *Professeur.*
 { M. RIPERT, *Agrégé.*

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU et C^{ie}

ÉDITEURS

14, rue Soufflot et rue Toullier 13

1919

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

L'Entreprise par Actions et la Législation

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS-SCIENCES ^{économiques} ~~JURIDIQUES~~

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le 3 Juillet 1919, à 3 heures.

PAR

M. NORDMANN



Président : M. WAHL, Professeur.

Suffragants : { M. PERCEROU, Professeur.
 { M. RIPERT, Agrégé.

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU et C^{ie}

ÉDITEURS

14, rue Soufflot et rue Toullier, 13

1919

L'Entreprise par Actions

et la Législation

Au lendemain de la Paix, pour bénéficier de sa Victoire, il va falloir que la France fournisse un effort grandiose dans le domaine économique et spécialement dans celui de la production. L'entreprise y jouera un rôle prépondérant. C'est pourquoi notre attention s'est portée sur cette forme moderne d'entreprise, qu'est la société par actions.

Nous nous proposons, après avoir analysé brièvement les causes de son développement, de voir si nos lois actuelles sont en mesure de le favoriser.

Nous nous demanderons ensuite si les textes qui président à la Constitution de nos sociétés par actions sont à la fois nécessaires et suffisants.

Enfin, nous nous poserons la même question quant à ceux qui en régissent le fonctionnement.

Notre législation correspond-elle au développement économique des Sociétés par actions ?

Les causes du développement de la Société par actions sont multiples : Les unes tiennent aux facilités qu'elle offre à l'emploi des capitaux, les autres à celles qu'elle accorde à l'utilisation d'un nombre important d'activités humaines.

De l'emploi des capitaux dans la Société par actions.

Dans les affaires restreintes. — La souplesse de forme de la Société par actions lui permet de s'adapter aux affaires moyennes et même petites aussi bien que le ferait une Société de personnes ou une entreprise individuelle.

Rien à cet égard ne peut mieux illustrer cette affirmation que la statistique.

Si, en effet, nous examinons des chiffres, nous constatons que sur 5.222 sociétés, existantes en 1909, en Allemagne, 2.819 avaient un capital inférieur à 1 million de marks et 3.904 étaient à un capital supérieur à 1 million mais inférieur à 2 millions de marks.

Ainsi, en 1909, 75 % des sociétés, en Allemagne, avaient un capital inférieur à 2 millions.

En France, dans ces trente dernières années, se sont fondées un très grand nombre de sociétés par actions à capital inférieur à 2 millions de francs.

Dans les grandes affaires. — Mais où l'association des capitaux s'impose c'est dans la grande entreprise. Là, les moyens d'actions des individus, ou même des sociétés de personnes, ne suffisent plus. Quelques exemples, éloquentes par leurs chiffres, nous éclaireront mieux, sur ce point, que n'importe quel commentaire. Comment concevoir, en effet, le trust de l'acier, ou les grandes compagnies de chemins de fer en Amérique, autrement que sous la forme de la Société par actions ? Le Steel Trust aux Etats-Unis d'Amérique est, rappelons-le, au capital de 508 millions de dollars d'actions ordinaires, de 360 millions de dollars d'actions de préférence et de 620 millions de dollars d'obligations ; au total de 1 milliard 488 millions de dollars. Le Canadien Pacific Railway, plus modeste, atteint cependant encore 514 millions de dollars ; la Southern Pacific Company 900 millions de dollars et le Pennsylvania rail road 712 millions de dollars. Sans traverser l'Atlantique, nous voyons notre Crédit Lyonnais au capital de 250 millions de francs.

Dans les affaires risquées. — La Société par actions, d'autre part, permet plus aisément que les autres sociétés l'entreprise risquée. La prospection, l'exploitation d'une mine, dont la richesse, tout au moins à l'origine, n'est jamais une certitude, ne sont possibles que grâce à un mode d'entreprise où, quelle que soit l'audace des en-

trepreneurs, ils auront la faculté de limiter facilement leur risque à une somme déterminée, c'est-à-dire au montant des actions qu'ils auront souscrites.

Dans les affaires tributaires des banques. — Au surplus, nulle forme d'activité économique ne trouve en banque autant de crédit que la société par actions, car, on peut bien le dire, l'intérêt de la banque se confond avec le sien. Dès l'origine, dès la constitution de la Société, la banque exerce son contrôle, car c'est généralement, en banque, que le premier quart du montant des actions, ce premier quart dont la loi exige la libération est payé. Lors du lancement de l'affaire, de l'émission de ses titres dans le public, c'est encore la banque qui a des raisons particulières d'en obtenir le succès. Et pendant le fonctionnement de la Société, c'est toujours la banque qui contrôle le marché en bourse des valeurs et la tenue des cours.

Des capitaux disponibles. — Enfin, les capitaux disponibles y trouvent un placement aisé. Les capitaux peuvent être disponibles pour deux causes : ou bien parce qu'ils se trouvent entre des mains inhabiles à les employer ou bien parce que les mains qui les détiennent n'en trouvent pas l'emploi dans le genre d'activité qu'elles exercent.

C'est ainsi que pendant ces dernières années bien des agents ont exercé leur activité dans des professions qui,

pour leur avoir été jusqu'alors totalement étrangères, ne leur ont pas pour cela été moins favorables. Des artistes dramatiques se sont découvert des aptitudes pour le négoce et des gens de lettres se sont montrés d'heureux métallurgistes. Mais voici la guerre terminée et la vie normale va reprendre, où vont aller tous ces capitaux devenus disponibles parce que détenus par des mains désormais incapables à les employer ? A la Société par actions. Seraient-elles, ces mains, capables d'utiliser une partie des capitaux qu'elles détiennent qu'elles ne pourraient les faire fructifier tous car, toute affaire, même la plus prospère, a des limites au-delà desquelles elle ne peut absorber l'ensemble des capitaux d'un ou plusieurs entrepreneurs. Certes, il resterait, à ces capitalistes, de se faire des commanditaires. Mais la commandite, outre qu'elle ne s'ouvre qu'à des capitaux relativement considérables, suppose, de la part du prêteur, une confiance personnelle envers le gérant ; confiance rare. C'est donc en dernière analyse à l'entreprise par actions qu'on revient.

De l'emploi des activités humaines dans la Société par actions.

En vue de la production. — De même que les capitaux, les activités humaines, ces autres forces économiques, donnent, dans la Société par actions, au grand bénéfice de la collectivité, toute leur mesure. Prenons

quelques exemples : Ce personnage du théâtre économique moderne, mi-financier, mi-industriel, qui, grâce à une intelligence très souple, à une aptitude particulière à saisir toutes les variétés d'affaires, à un art véritable de manier, persuader les hommes, de modifier toutes les combinaisons jusqu'à leur réussite, a des relations étendues dans le monde de la finance, a une connaissance précise des ressources de la réclame, suscite et fonde des Sociétés par actions : le promoteur, le lanceur d'affaires, d'un type si courant aux Etats-Unis d'Amérique, qui joue un rôle primordial dans la production, est né avec la Société par actions.

D'autres gens de talent, d'autres hommes habiles qui ont été écartés du monde des affaires par la durée où les vicissitudes de cette dernière guerre, vont-ils se confiner dans de très modestes entreprises individuelles ou dans les fonctions publiques, arriver tard et désarmés dans la lutte pour la vie, parce qu'ils manqueront de l'argent nécessaire à la mise en œuvre de leur activité, de leur intelligence, de leurs connaissances techniques ? Non, car, fort heureusement pour notre économie nationale, toute une hiérarchie, honorée et rémunérée, de fonctions telles que celles de directeurs, d'ingénieurs, de chefs de service, de fondés de pouvoirs, d'employés principaux, etc., s'offre à eux dans la Société par actions.

Bref, la Société par actions nous apparaît comme une force dans le domaine de la production. Si cela n'avait

pas dû nous entraîner trop loin de notre sujet, nous aurions examiné ici, sa fonction dans le phénomène de la concentration. Ce prodigieux aspect de la production moderne nous aurait révélé toute une autre série d'arguments puissants en sa faveur.

En vue de la Répartition. — Avant de clore ce panégyrique, qu'il nous soit permis de rappeler en deux lignes l'intérêt qu'offre la Société par actions non seulement dans la production, mais encore dans la répartition des richesses. Tandis qu'en effet, dans le domaine de l'entreprise individuelle, les profits du commerce ou de l'industrie restent entre les mains d'un très petit groupe de gens formant une véritable oligarchie économique, seule capable d'accéder à la direction, la Société par actions, au contraire, dissémine les profits entre tous les porteurs de titres et cet argument social a, pour nous, à l'heure présente, autant de prix, à lui seul, que tous les arguments réunis.

Nos lois actuelles sont-elles en mesure de favoriser l'essor nécessaire de la Société par actions en France ?

Pourquoi la Société par actions n'est pas plus répandue. — Si la Société par actions présente tant de mérites économiques, comment expliquer qu'elle n'ait pas acquis une faveur plus considérable auprès du public et qu'elle ne soit pas plus répandue ?

Evidemment, depuis 1602 et la création par le gouvernement hollandais de la Compagnie générale Néerlandaise des Indes, au capital de 6 millions et demi de florins, cette forme d'entreprise s'est puissamment développée. Néanmoins, dans notre pays spécialement, son extension n'a pas été très considérable.

Il nous faudrait l'éloquence des chiffres pour le prouver, mais comment les puiser dans nos statistiques à la fois officielles et incomplètes ? Pour avoir une idée de l'importance des sociétés par actions, il faudrait les comparer aux autres. Cette comparaison, on la trouve dans le rapport annuel du Président de la Chambre de Commerce. Les derniers de ces rapports, déjà anciens, révèlent relativement peu de Sociétés par actions.

Le compte général de l'administration de la justice civile et commerciale nous donnerait bien le nombre et l'importance des sociétés fondées chaque année, puisque toutes doivent être enregistrées aux greffes des tribunaux, s'ils n'étaient si en retard.

D'après lui, en 1909, par exemple, on ne comptait en France que 1319 sociétés, y comprises les sociétés en commandite par actions et les sociétés à capital variable (coopératives) réunissant un capital de 645 millions de francs. Dix ans avant ces nombres étaient déjà sensiblement les mêmes.

D'après le Ministère des Finances qui, dans son compte définitif des recettes faites par l'Etat, indique, parmi les

revenus mobiliers, les dividendes des actions et les coupons des obligations : en 1911, l'impôt frappait les revenus des actions de 1.203 millions et ceux des obligations de 885 millions au total de plus de 2 milliards.

D'après les Compagnies d'Agents de Change ou de Banquiers Coulissiers qui, dans leurs annuaires des valeurs cotées fournissent des éléments de statistique sur le rôle et l'importance des sociétés par actions à une date déterminée, en 1898, le nombre des sociétés n'était que de 6.235, réunissant un capital nominal de 13 milliards 518 millions de francs.

Sans doute, une statistique d'ensemble nous montrerait-elle, depuis 1898, ces chiffres dépassés, surtout quant aux capitaux engagés, mais il n'en reste pas moins qu'ils sont très faibles. Pourquoi ? Ce n'est certainement pas parce que le souvenir des essais malheureux de Law's pèse encore sur la mémoire française ! Nous allons tenter d'analyser les causes de ce discrédit.

Parce que la France est agricole ? — On a dit : la France est un pays agricole, or le domaine agricole n'est pas propice à la société par actions. Le morcellement chez nous, en effet, est tel que la plupart des exploitations agricoles ne dépasse pas les limites des forces économiques d'un riche propriétaire. Et lorsqu'on voit, par exemple, qu'en 1919, sur les 1319 Sociétés signalées, aucune n'est agricole, cet argument ne manque pas de

s'imposer. Mais il ne suffit pas. Il faut chercher une cause plus profonde.

Parce que l'opinion publique tui est défavorable. — Cette cause nous croyons l'avoir trouvée dans l'opinion publique. Pour fixer les idées voyons sous quel aspect apparaissait dans la presse la société par actions, et plus spécialement la société anonyme, peu de temps avant 1914.

« Aujourd'hui, disait M. Ch. Gide, ce ne sont plus les besogneux, qui empruntent aux riches, les plébéïens aux patriciens : ce sont, au contraire, le plus souvent, les riches, les puissants, les spéculateurs, les grandes compagnies, les banquiers, les propriétaires de mines d'or, qui empruntent au public, aux petites gens, qui puisent dans l'épargne populaire, dans le bas de laine du paysan. Et il en résulte ceci : c'est que très souvent ce n'est plus l'emprunteur dont le sort est digne de pitié mais plutôt le prêteur. Ce n'est plus l'emprunteur, faible et désarmé, dont l'opinion publique et la loi doivent prendre la défense contre la rapacité du prêteur, c'est le prêteur ignorant que la loi et l'opinion publique doivent protéger contre l'exploitation des gros emprunteurs dont l'histoire financière de notre temps offre maints scandaleux exemples. »

« Personne n'ignore, écrivait également M. Leroy-Beaulieu, le brigandage qui se commet sous le couvert

de la formation des Sociétés par actions. Rien n'est plus éhonté ni plus criminel. C'est un des symptômes les plus tristes de la démoralisation publique... Ce qu'étaient, autrefois, dans les temps les plus reculés du Moyen-Age, les grandes compagnies d'aventuriers et de brigands, qui rançonnaient les marchands ou pillaient les campagnes, les Sociétés par actions le sont aujourd'hui, non pas toutes, sans doute, mais beaucoup d'entre elles, avec plus de sécurité, plus d'impunité, plus de loisirs et plus de jouissances pour leurs fondateurs et leurs directeurs. »

Et c'est ainsi que le grand public a associé à l'idée de société par actions celle d'affaire véreuse voire criminelle.

C'est pourquoi l'épargnant lorsqu'il se présente au guichet de l'agence du grand établissement de crédit où il s'est accoutumé de quérir des conseils en vue du placement de son argent s'entend rarement encourager à souscrire des actions d'une affaire industrielle ou commerciale tandis que les courtiers marrons, les démarcheurs, l'entraînent dans d'hypothétiques entreprises par l'appât de dividendes invraisemblables.

L'opinion publique est défavorable parce que la loi ne protège pas l'épargne. — La raison finale de cette contradiction entre les mérites économiques de la Société par actions et son discrédit auprès du public réside dans notre code.

A l'heure où nous sommes, il est indispensable que

notre législation positive protège l'épargne, et, partant, consolide sa confiance dans le meilleur de nos modes d'entreprise.

Rappelons en peu de mots comment notre législation positive s'est établie.

Certes, elle n'a jamais eu d'autre souci que de prévenir ou de réprimer les fraudes sans pour cela entraver la constitution et le développement des sociétés par actions qu'elle reconnaît indispensable. Mais elle n'a pas plus atteint l'un que l'autre de ces buts.

Notre code de commerce de 1807, avait institué pour les sociétés par actions un double régime. Il exigeait pour la constitution d'une société anonyme une autorisation préalable du Conseil d'Etat tandis qu'il n'en prescrivait aucune pour celle d'une Société en commandite par actions. Par contre, il instituait toute une série de règles restrictives pour la constitution et le fonctionnement de ces dernières.

De cette dualité de régimes naquirent, après la Révolution de 1830, maints abus au profit de sociétés en commandite véreuses et au détriment de la Société anonyme.

La loi du 17 juillet 1856 n'eut d'autre souci que de faire cesser ces abus en réglementant les Sociétés en commandite à peu près de la même manière que les Sociétés anonymes l'étaient par le Code de 1807.

Notre loi du 24 juillet 1867, monument qui domine notre sujet, dans son titre I, n'a fait que codifier ces

amendements de 1856. Et c'est ainsi par raccroc, pour ainsi dire, qu'a été dressé le statut de nos sociétés en commandite par actions.

Même historique pour nos sociétés anonymes. La loi du 23 mai 1863 s'était bornée à supprimer la nécessité de l'autorisation préalable et de la surveillance gouvernementales au bénéfice des sociétés anonymes dont le capital n'excédait pas vingt millions — Sociétés dites à responsabilité limitée — en continuant à leur imposer les mêmes restrictions qu'aux sociétés en commandite. Notre loi de 1867 n'a modifié celle de 1863 qu'en l'étendant à toutes les sociétés anonymes.

Depuis lors, notre législation sur les Sociétés par actions n'a pas varié.

La loi du 1^{er} août 1893, dans laquelle, d'après le rapport du Sénat, on ne voulait voir qu'une préface à la réforme générale des Sociétés n'a touché qu'à sept articles (art. 1, § 1-2, art. 3-8-27-42-50) de la loi de 1867 et ne lui en a ajouté que trois nouveaux (art. 68-69-70). Celle du 22 novembre 1893 n'a pas modifié l'ensemble de notre législation. Notre loi du 30 janvier 1907 non plus.

Nous en sommes toujours à la préface.

En juin 1902 une commission extra-parlementaire s'est constituée. Elle a rédigé une proposition de loi. Cette proposition a été déposée à la Chambre des Députés le 3 avril 1903, puis le 18 juin 1906. M. Chastenet, le 27 novembre 1906, a déposé à nouveau, sur le bureau de la

Chambre, cette proposition en même temps qu'une autre sur les obligations et les parts de fondateurs et le 6 décembre 1906 une troisième sur les sociétés étrangères.

La loi ne peut pas être vite refaite entièrement. — Il va sans dire que notre loi du 24 juillet 1867 aurait à faire l'objet d'une refonte totale, mais à l'heure actuelle, où il s'agit d'intensifier notre production sans perdre une minute, il faut parer au plus pressé et ne demander que des réformes indispensables dont on puisse obtenir rapidement le vote au Parlement.

C'est dans cet esprit que nous allons examiner successivement la constitution et le fonctionnement de nos sociétés par actions.

I. CONSTITUTION

Les deux premiers paragraphes de l'article 1^{er} de la loi du 24 juillet 1867, exigeant que les sociétés ne divisent pas leur capital en actions, ou coupures, de moins de 25 francs lorsque le capital n'excède pas 200.000 francs et de moins de cent francs lorsque le capital est supérieur à 200.000 francs, ont été conçus afin d'éviter à la toute petite épargne d'être sollicitée par des aigrefins en vue d'entreprise hypothétiques. On ne peut que les approuver. Il en va de même en ce qui est du versement des espèces par chaque actionnaire. Mais, le troisième alinéa, apparaît purement platonique. Il n'exige rien de plus

que la constatation des souscriptions et des versements par une déclaration du gérant dans un acte notarié.

La déclaration du gérant est-elle une garantie suffisante?

— Ainsi le gérant déclare ce qu'il veut : S'il est honnête, tant mieux, s'il ne l'est pas, tant pis. Si les souscriptions déclarées sont fictives, si les versements n'ont pas été effectués, la Société est annulée, mais l'actionnaire de bonne foi n'y trouve pas son compte. Or, c'est à lui qu'il convient de songer. On ne risque pas d'être taxé d'exagération en affirmant que les quatre cinquièmes des sociétés nulles le sont pour fictivité des souscriptions et des versements.

Toutes les combinaisons ont été pratiquées pour faire croire à l'existence d'une constitution sérieuse. Les plus habiles n'ont pas été les moins malhonnêtes.

Les sanctions pénales qui consistent généralement en une simple amende car la peine d'emprisonnement bien que prévue est rarement appliquée, n'empêchent pas la fraude. Or, la fraude ici est aisée. En effet, les fondateurs jouissent de la liberté de garder dans leur caisse, ou de déposer où bon leur semble, les fonds provenant des souscriptions. De là à déclarer existante une encaisse qui ne l'est point il n'y a qu'un pas. Il est vite franchi. Le tour est si facile que, quelquefois, les premiers administrateurs, eux-mêmes, l'ignorent. Il faut l'empêcher.

1° — D'un bulletin de Souscription

La première des conditions pour éviter que de véritables exactions se commettent, drainent les capitaux des petites gens et ruinent ainsi le crédit de la société par actions dans l'opinion publique, est que la publicité de cette société soit efficace.

Or, la publicité telle qu'elle est organisée par la loi du 24 juillet 1867 ne sert de rien aux souscripteurs pour cette unique raison, à la fois nécessaire et suffisante, qu'elle suit la constitution de la Société au lieu de la précéder.

Dans la loi du 30 janvier 1907, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1907 — on a réussi à glisser un article qui impose, préalablement à toute publicité, l'insertion dans le bulletin annexe du Journal Officiel, d'une notice contenant de précieuses indications. Mais cela n'a servi qu'à enrichir le fermier des Annonces.

Il faudrait faire un pas de plus et s'assurer que le souscripteur a bien pris connaissance de ces indications.

Sans aller jusqu'à demander comme d'aucuns l'ont proposé dans la presse que : soit réputée nulle et déclarée telle, à la demande des souscripteurs ou de leurs ayants-droits, toute souscription qui, au lieu d'être spontanée aurait été provoquée par un intermédiaire, courtier, placier, démarcheur ou banquier, chaque fois qu'il serait

prouvé en fait, soit que cet intermédiaire aurait fourni des renseignements inexacts sur le nom et le but de la Société, sur son capital, sur la composition de son conseil d'administration sur le texte de ses statuts ou sur l'importance des souscriptions déjà recueillies — soit lorsque cet intermédiaire aurait fait exercer une pression sur le souscripteur par une personne ayant autorité sur lui, ou par un ministre du culte, ou par la personne (médecin, officier de santé, sage-femme, infirmier ou infirmière) qui lui aurait donné des soins, au cours de la maladie pendant laquelle le bulletin de souscription aurait été signé — soit lorsque l'intermédiaire aurait droit à une commission de plus de 10 % sur les souscriptions recueillies; — soit lorsque l'intermédiaire aurait fait lire par le souscripteur des prospectus, brochures ou articles de journaux mensongers — ou que la nullité soit de plein droit chaque fois que l'intermédiaire aurait été un failli — un repris de justice ou un individu déchu de ses droits civils civiques, politiques ou de famille », parce que ceci vise un ensemble de manœuvres dolosives que le droit commun suffit à faire annuler, il y aurait lieu, semble-t-il, d'imposer légalement le bulletin de souscription adopté par le projet de réforme de 1903.

L'article 1^{er} deviendrait le suivant :

Avant toute souscription du capital, un exemplaire des statuts est soumis à l'enregistrement. Chaque souscription est constatée par un bulletin signé du souscripteur

avec mention manuscrite que le signataire a pris connaissance des statuts. Ce bulletin doit contenir les énonciations suivantes : 1° la raison sociale et, s'il y a lieu, la dénomination de la société; 2° le lieu du siège social; 3° l'objet de l'entreprise; 4° la durée de la société; 5° le montant du capital social et le taux de chaque action; 6° le mode de libération adopté pour chaque action; 7° l'énumération des avantages stipulés au profit du gérant ou de toute autre personne; 8° la désignation des apports et le mode de rémunération proposé; 9° la somme pour les frais et dépenses de constitution.

2° — Versement à la Banque de France

Que le souscripteur sache ce qu'il a souscrit, c'est pour lui une première sécurité. Il lui en faut une autre. Il est nécessaire qu'il sache également que le versement exigé par la loi a été effectué et qu'il le sache autrement que par la déclaration du gérant.

C'est ce qu'avait compris la commission extra-parlementaire de 1902, et formulé le Garde des Sceaux en 1903, en exigeant le dépôt en banque des fonds de souscription.

Le montant des versements, après souscription, serait versé dans une banque et le retrait n'en serait autorisé que sur la signature de tous les gérants ou administrateurs. En cas de non-constitution les fonds déposés seraient rendus directement aux souscripteurs,

Il reste à savoir comment, pratiquement, on pourrait établir ce mode de versement.

Il va sans dire que faire délivrer par la banque dépositaire un récépissé à chacun des souscripteurs serait le moyen de leur assurer un maximum de garantie.

Mais serait-il possible de concentrer tous ces récépissés au moment des assemblées constitutives ?

Et si un seul des souscripteurs cherchant, au dernier moment, à se dérober, refusait de produire son récépissé ?

Il semblerait donc préférable que le récépissé soit unique, au nom du fondateur avec ce correctif que le versement en banque serait accompagné d'une liste contenant les noms, prénoms et domiciles des souscripteurs, avec le montant respectif de leurs versements.

Au cas où la Société ne se constituerait pas, l'établissement financier rendrait à chaque souscripteur son versement. La Société serait considérée comme non constituée si au bout d'un an, délai à fixer par la loi ou par les statuts — la publicité légale n'avait pas été faite.

Enfin, pour que les administrateurs disposent des fonds nécessaires à cette publicité il faudrait que la loi les autorise à demander à la banque des avances sur les versements. Ces avances ils les obtiendraient sur production d'un procès-verbal de l'assemblée générale constitutive, procès-verbal qu'il ne serait pas utile de faire enregistrer.

La Société d'études législatives a été plus loin encore. Elle s'est dit : imposer le versement en banque c'est bien...

si la banque est sérieuse. Il faut donc s'assurer que l'établissement de crédit dépositaire offre toutes garanties. Or, nous avons un établissement de premier ordre, c'est la Banque de France. Par conséquent, demandons à la loi d'exiger non seulement le versement en banque, mais à une seule banque : à la Banque de France.

DE L'ACTE NOTARIÉ

L'acte notarié qui recueille la déclaration du gérant est-il nécessaire ? — C'est parce qu'il redoutait pour l'épargne les agissements des lanceurs d'affaires véreuses que le législateur de 1867 a exigé dans l'art. 24 que la déclaration de souscription et de versement soit faite par le gérant... devant notaire.

Puisque nous pensons avoir écarté cette crainte par l'institution du bulletin de souscription et de versement obligatoire à la Banque de France, ne sommes-nous pas en droit de nous demander si, désormais, la déclaration notariée conserve son utilité ?

« Sans méconnaître la garantie qu'offre l'expérience d'un officier public, d'une rédaction claire et précise, il a semblé que les parties trouveraient aisément dans la loi et les lumières de leurs conseils l'équivalent de l'acte public, en réalisant si elles le jugent à propos une économie toujours désirable ». C'est en ces termes que s'exprimait M. Mathieu le rapporteur de la loi du 24 juillet 1867 lors-

qu'il demandait l'abrogation de l'art. 40 (ancien) du Code de Commerce, article qui exigeait la constitution des sociétés anonymes par acte public. Il semble que les mêmes raisons militent en faveur de la suppression de l'acte notarié.

Au surplus, est-il douteux que la solennité de l'acte notarié suffise pour arrêter des fondateurs malhonnêtes dans leur œuvre de fraude.

Ah ! si la responsabilité de l'officier public était engagée dans la déclaration qu'il enregistre, il n'en irait pas de même, mais le rôle du notaire y est purement passif.

La loi, en effet, ne lui confère aucun droit de recherche, de contrôle ni même d'observation.

Lors de l'élaboration du projet de réforme des sociétés en 1902, un notaire avait proposé que la loi exige la rédaction des statuts eux-mêmes par acte notarié. En vertu des principes du droit commun la responsabilité du notaire, rédacteur de l'acte, se serait trouvée engagée. Aussi la chambre des notaires se refusa-t-elle de le suivre dans cette voie. Il va sans dire que même dans l'état actuel de notre législation les notaires doivent vérifier si les souscriptions sont régulières au moins quant à la capacité des souscripteurs et que, tous également soucieux de leur devoir, ils ne reçoivent jamais une déclaration sans réviser les statuts et appeler l'attention des fondateurs sur les clauses illégales, obscures ou pouvant les exposer à des droits fiscaux inutiles.

Il n'en reste pas moins que le notaire au moment n'encourt aucune responsabilité lorsqu'il reçoit une déclaration fausse et que par conséquent sa présence n'offre aucune garantie.

Faut-il en conclure de revenir en arrière et de prescrire la rédaction des statuts par acte authentique ? Notons tout de suite que même l'acte authentique ne suffirait pas et qu'il faudrait en outre la surveillance gouvernementale car, même si les statuts sont parfaits, les assemblées constitutives peuvent contenir un vice ! Or, nous n'avons pas d'autorité compétente pour vérifier les formalités de constitution. En Italie, c'est le Tribunal Civil (art. 91 C. com.) en Belgique, un notaire, en Allemagne, un juge, en Angleterre, le Registrar, en France, personne. Si ce n'est personne faudrait-il que ce soit l'Etat ? C'est bien lui en effet qui l'exerce, cette surveillance, dans la loi du 19 décembre 1907 sur les Sociétés de capitalisation. De même en ce qui concerne les Sociétés d'épargne et d'assurance. Mais cela n'est possible que pour ces catégories spéciales de sociétés. Revenir à l'autorisation et la surveillance gouvernementales alors que les lois de 1863 et 1867 elles-mêmes n'ont été faites que pour supprimer cette double gêne au développement des Sociétés serait d'une ironie amère actuellement.

Au contraire, la conclusion qui se dégage ici paraît bien être la suivante : L'obligation imposée aux gérants de la Société en commandite et aux fondateurs de la So-

ciété anonyme, de se rendre chez un notaire, d'y faire dresser un acte affirmant que l'intégralité du capital a été souscrite et que le quart au moins en a été versé par chaque actionnaire, d'annexer à cet acte la liste des souscripteurs et l'état des versements opérés, de payer un droit proportionnel parfois considérable — car, rappelons-le, que les statuts soient consignés dans un acte authentique ou qu'ils soient dressés sous seings-privés, c'est-à-dire que le notaire soit ou non rédacteur des statuts, les frais sont les mêmes ! — cette obligation doit être abrogée. Les garanties que le législateur de 1867 y voulait trouver, le bulletin de souscription et le versement des fonds en Banque nous les confèrent avec même beaucoup plus de sûreté.

DE LA NATIONALITÉ

DANS LES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

Maintenant que nous croyons avoir vu comment la loi pourrait assurer aux souscripteurs une sécurité qu'ils ne trouvent pas dans la simple déclaration notariée actuellement seule prescrite, demandons-nous qui peut être souscripteur d'actions de sociétés en France et qui peut en être administrateur.

N'oublions pas qu'en demandant que soit favorisé l'essor de la Société par actions notre but n'est pas tant d'intensifier la production en général que d'augmenter notre production nationale.

Il ne faut pas en effet qu'après cette dernière guerre notre industrie tombe en des mains étrangères, que les places laissées vacantes par nos soldats héroïquement tombés soient accaparées par des étrangers.

Il y a là un problème patriotique que nous ne pouvons pas négliger lorsque nous nous inquiétons des modifications à apporter aux textes qui président à la constitution de la meilleure des formes de notre entreprise.

Pour préciser notre pensée, la question que nous nous posons est la suivante : convient-il d'exiger légalement la nationalité française des gens disposés à former et diriger les Sociétés par actions en France ?

En vérité, la tâche est ingrate et en tous cas il conviendrait de distinguer deux questions. La première consiste à se demander s'il est possible d'exiger la nationalité française des souscripteurs ou des actionnaires. La seconde, plus simple, est de savoir si cette obligation peut être imposée aux administrateurs.

1° Nationalité des souscripteurs et actionnaires

Proposition de la Chambre de Commerce. — La Chambre de Commerce de Paris, en 1917, saisie d'un rapport, à ce sujet, de M. Jouanny, s'était montrée favorable à un texte légal qui imposerait la nationalité française aux souscripteurs. Le rapporteur résumait sa proposition dans les termes suivants : « Nous sommes persuadés que, de-

puis que la publication des Sociétés de personnes et de capitaux constitués entre étrangers et Français, a révélé l'importance qu'elles avaient prises en France, surtout de la part des Allemands, nul ne trouvera qu'il soit excessif de considérer notre législation actuelle vis-à-vis des étrangers comme choquant la raison.

Pour les sociétés de capitaux, fondées et administrées en France par des étrangers ou avec leur concours une réforme importante s'impose au contraire; c'est tout le régime légal qu'il devient nécessaire de modifier.

A notre avis, les sociétés en commandite et les sociétés anonymes, et particulièrement ces dernières, ne doivent plus être autorisées à se constituer en France entre étrangers ou avec leur concours sans subir certaines obligations.

Nous considérons comme indispensable que sous peine de nullité elles satisfassent aux obligations suivantes :

Pour les capitaux :

L'intérêt et la nécessité pour la France de rechercher après la guerre le concours de tous les capitaux disponibles entraînent naturellement l'obligation de favoriser leur accès vers de nouvelles entreprises.

Nous sommes toutefois persuadés de ne pas encourir le reproche d'avoir organisé le « blocus de la France en voulant réserver une place aux capitaux français dans la constitution des Sociétés par actions.

« La nécessité pour le capital français de réparer la diminution qu'il aura subie du fait de la guerre devra inciter nos nationaux à pratiquer un plus grand esprit d'entreprise et à concourir au développement des industries à créer sur notre territoire. Si notre portefeuille de valeurs étrangères est important, il n'en est pas moins très désirable de voir s'accroître notre portefeuille industriel en France. A cet effet, nous sommes d'avis de demander :

« 1° Que les capitaux des commandités, comme ceux des actionnaires, soient, à la fondation, de même que lors des augmentations du capital social ou de l'émission d'obligations, déclarés par devant notaire comme étant des capitaux français au moins pour un quart et ce, sous la sanction d'une forte amende, dans le cas où les fraudes viendraient à être découvertes. Il appartiendra aux notaires, sous leur responsabilité, de vérifier l'exactitude de ces déclarations ;

« 2° Que les titres ainsi réservés à des Français soient frappés dès leur émission, en tant que titres au porteur, d'un timbre spécial indiquant que le paiement de leurs coupons ne s'effectuera qu'entre les mains des propriétaires français. Cette servitude sera légère et les formalités qu'elle entraînera seront aussi faciles à remplir que celles qui frappent déjà le paiement des coupons de certains titres étrangers, sans qu'il y ait à craindre que le cours en soit influencé.

« La nouveauté ne nous en paraît inquiétante à aucun

égard, et elle constitue une mesure de contrôle sur la nationalité des titres que les administrateurs des Sociétés par actions réclament depuis longtemps.

« Les Sociétés de crédit en seront les plus influencées dans l'établissement des bordereaux de coupons qu'elles ont à présenter à l'encaissement pour le compte des clients dont elles sont dépositaires. Elles auront à prendre la responsabilité d'établir un bordereau particulier des coupons frappés du timbre spécial, en déclarant qu'elles ont mandat par des propriétaires français, leurs clients, d'en opérer l'encaissement; cette obligation nous semble très supportable. Des contrôles effectués de temps à autre suffiront pour assurer la sincérité de ces déclarations;

« 3°. Que les tribunaux de commerce tiennent un livre spécial mis à la disposition du public pour les sociétés constituées entre étrangers ou entre personnes ou actionnaires de nationalités différentes. »

Critique. — Ce qui frappe dans cette proposition c'est que manifestement elle ne vise que les Allemands et les Austro-Hongrois. Or, on ne peut faire une loi, de la nature de celle qui nous occupe ici, en visant spécialement un pays étranger. Il faudrait donc généraliser et on se trouverait alors en butte à de grosses difficultés.

De droit international. — Lorsqu'on envisage les relations de la France avec l'étranger il ne faut pas oublier

qu'aucune nation, tant en Europe que dans le nouveau monde, n'a adopté de mesures semblables à celles que propose la Chambre de Commerce. Les nations étrangères ne manqueraient pas, par rétorsion, d'adopter des mesures analogues et nos nationaux se trouveraient très gênés, pour ne pas dire plus, dans leur commerce en pays étranger. Nous avons constitué en France un grand nombre de sociétés pour l'exploitation de nos industries à l'étranger. Dans quelle situation seraient les Français si, dans les pays où ils exercent leur activité, des mesures de restriction étaient prises en réponse à celles apportées en France à l'activité des étrangers.

D'économie politique. — Vue sous l'angle économique, la solution de la Chambre de Commerce n'apparaît pas plus avantageuse. En imposant l'obligation pour le capital d'une société d'être souscrit, au moins en partie, par des Français, on empêche la constitution des Sociétés pour des raisons dont les souscripteurs ne sont pas responsables. D'autre part, quand ces dispositions entreraient-elles en vigueur ? Au lendemain de la paix, c'est-à-dire au moment où les capitaux français, réduits par la guerre, grevés d'impôts considérables, se montreront rares, au moment même où l'on sera dans l'obligation de recourir aux capitaux étrangers, à ceux particulièrement qui se seront accrus du fait des événements ?

De la pratique. — Dans la pratique, le projet sus indiqué arrive à la création de deux catégories de titres, dont l'une, celle appartenant à des Français serait grevée de charges particulières résultant de ce que ses titres seraient négociables sur le marché français seul, tandis que l'autre catégorie de titres circulerait aisément sur les marchés étrangers où elle pourrait même obtenir la cote.

Enfin tout ce système restrictif n'empêcherait pas l'interposition de personnes, forme de pénétration étrangère particulièrement insidieuse et difficile à déceler.

2° Nationalité des administrateurs.

Proposition de la Société de législation comparée. — En présence des difficultés presque insurmontables que présenterait la rédaction d'un texte sur la nationalité des souscripteurs et surtout sur celle des futurs actionnaires, il convient d'envisager un problème beaucoup plus simple : celui de la nationalité des administrateurs.

M. le Professeur Lyon (Caen), à la Société de législation comparée, concluait, en 1917, à l'obligation d'imposer la nationalité française aux administrateurs de Sociétés, en instaurant un régime plus sévère pour les Sociétés dont l'objet intéresse la défense nationale. Voici les conclusions auxquelles il parvenait :

« Toute Société par actions ayant son siège réel en France doit être française, et soumise comme telle à nos lois sur les Sociétés françaises.

« Des conditions de nationalité doivent être exigées des personnes qui participent à la surveillance de ces Sociétés.

« Ces conditions doivent être plus rigoureuses pour les Sociétés par actions qui, à raison de leur objet, ne peuvent se constituer sans une intervention de l'administration (concession ou autorisation de l'Etat, du département ou de la commune) que pour les autres. Notons à ce propos que ces restrictions quant à la nationalité des administrateurs existent déjà dans les cahiers des charges imposés par le gouvernement aux Sociétés qui veulent obtenir une concession coloniale. Au surplus, le principe que l'Etat, au moment où il donne une concession ou une autorisation, puisse imposer qu'une portion du capital reste entre des mains françaises se trouve dans la loi du 7 avril 1902 sur la Marine Marchande.

« Ces règles restrictives pourront être écartées pour une Société par un décret rendu sur avis du Conseil d'Etat.

« Elles pourront être exclues au profit d'étrangers, nationaux de certains Etats, en vertu de conventions internationales. »

Critique. — Sans nier l'importance du souci patriotique qui a présidé à ces recherches, il n'en reste pas moins que toutes les mesures précitées nous éloigneraient de notre but économique qui est le développement des Sociétés par actions en France. Si, en effet, l'on entrerait dans la voie des restrictions en empêchant, par exemple, que

des Sociétés, dont le siège, le principal établissement, le but, seraient en France, mais dont le capital aurait été fourni exclusivement par des étrangers, ait un conseil d'administration étranger, l'on empêcherait la création d'un grand nombre d'entreprises et favoriserait simplement l'établissement en France de succursales de Sociétés étrangères !

Ainsi la loi serait tournée et le but économique manqué.

SANCTION DE LA SOCIÉTÉ CONSTITUÉE IRRÉGULIÈREMENT

Amende et nullité. — La Société une fois constituée, la question qui se pose est celle des sanctions relatives à l'observation des règles de cette constitution. Exception faite des sanctions pénales prévues aux articles 13 et 14 de la loi de 1867, la sanction qu'impose le système français est la nullité. Il s'agit de se demander si cette sanction rigoureuse doit s'appliquer dans tous les cas.

Aux termes de l'article 7 de la loi de 1867 est nulle et de nul effet à l'égard des intéressés toute Société en commandite par actions constituée contrairement aux prescriptions des articles 1, 2, 3, 4 et 5 de cette loi.

La loi de 1893 en progrès sur celle de 1867. — La nullité d'une Société constituée en violation des articles 1 et 5 de la loi de 1867 est considérée comme une nullité d'ordre public ; elle a pour but de protéger, non seulement

les tiers et les actionnaires, mais encore le crédit général, qui peut être compromis quand des actions de Sociétés vicieuses, sont répandues sur le marché. Avant la loi du 1^{er} août 1893, ces règles, bien que dérivant des principes généraux du droit, n'en entraînaient pas moins des conséquences fâcheuses. Une Société, viciée par la moindre irrégularité, restait perpétuellement sous le coup de la nullité, qui pouvait, quand elle était prononcée, atteindre de nombreux intérêts. Des individus peu scrupuleux profitaient de cette situation pour se livrer à des tentatives de chantage contre des Sociétés prospères. Ils se rendaient acquéreurs d'actions, ou même d'une seule, recherchaient des causes de nullité et menaçaient de s'en prévaloir. Pour faire cesser, ou pour atténuer ces inconvénients, la loi du 1^{er} août 1893 a ajouté à l'article 8 de la loi de 1867 des dispositions ayant pour effet d'amener l'extinction rapide des actions en nullité. L'action en nullité de la Société, ou des actes et délibérations postérieurs à sa constitution, n'est plus recevable lorsque, avant l'introduction de la demande, la cause de nullité a cessé d'exister. Si, pour couvrir la nullité, une assemblée générale devait être convoquée, l'action en nullité ne sera pas recevable à partir de la date de la convocation régulière de cette Assemblée. Même si le vice ne disparaît pas, l'action en nullité ne subsiste pas indéfiniment « les actions en nullité contre les actes constitutifs des Sociétés sont prescrites par dix ans ».

Le progrès accompli sur la loi de 1867 par celle de 1893 est réel, mais il n'en reste pas moins que notre régime avec sa longue menace de nullité est un danger pour la Société par actions et nuit à son développement économique. Pour remédier à cet état de choses on propose tout d'abord de supprimer ce terme vague d'« intéressés » que la loi emploie, de spécifier que les créanciers personnels des assurés ne pourront pas demander la nullité.

La loi Belge. — La loi Belge lorsqu'il s'agit soit du défaut de souscription intégrale du montant du capital social, soit du défaut de versement effectif de la portion des actions qui doivent être libérées, substitue à notre système de la nullité une sanction nouvelle : la Société n'est pas déclarée nulle, mais les fondateurs sont considérés comme souscripteurs de la portion non souscrite. Cela ne manque pas d'ingéniosité mais cela laisse la Société à la merci de l'insolvabilité des fondateurs.

On ne peut donc guère toucher à notre système de la nullité si ce n'est en y apportant l'atténuation suivante : « Le tribunal pourra, même d'office, impartir un délai pour réparer le vice initial ». Le crédit de la Société par actions dans le public s'en trouvera fortifié.

Le bulletin de souscription. — Enfin quelle sera la sanction de l'omission de ce bulletin de souscription que l'on

voudrait imposer ? La nullité paraît nécessaire. Et si ce bulletin n'est pas complet ? Supposons qu'on y omette la stipulation des apports, avantages, etc. ? Si la sanction ici encore n'est pas la nullité, le bulletin n'aura plus de portée. Or, il y a un intérêt majeur à ne pas laisser subsister des Sociétés irrégulières car celles-ci peuvent entraîner des catastrophes financières et économiques. Le code allemand, qui a prévu ce cas, admet la nullité comme sanction, mais il permet la prescription rapide car, dès que la Société a fonctionné, dès qu'une Assemblée générale a été régulièrement tenue, il n'y a plus de nullité.

Conclusion. — En résumé, on verrait les articles 7 et 8 de la loi de 1867 ainsi modifiés : art. 7. « Le défaut de versement à la Banque de France des fonds provenant des souscriptions entraîne la nullité de la Société. L'omission dans le bulletin de souscription des énonciations prescrites n'entraîne que la sanction pénale édictée par l'article 13. »

La nullité ne peut être opposée aux tiers par les associés. L'action à laquelle elle donne lieu ne peut être exercée par les créanciers personnels des associés. On compléterait ainsi l'article 8 : « Le tribunal saisi d'une demande en nullité peut, même d'office, accorder un délai pendant lequel la cause de nullité peut être réparée. Si dans le délai imparti par le tribunal, la cause de nullité a cessé d'exister, l'action en nullité sera déclarée non recevable. »

II. FONCTIONNEMENT

La Société par actions étant constituée, si l'on aborde le problème de son fonctionnement, la question qui se pose d'abord est celle du bilan. On peut se demander en effet, si le fait que la Société par actions ne jouit pas en France d'une plus grande faveur auprès du public ne tient pas à ce que le dit public, alors même que la loi lui assurerait une grande sécurité quant à la constitution des Sociétés anonymes, ne connaîtrait rien du fonctionnement de l'affaire parce que, seuls, des chiffres, à l'établissement desquels aucune règle légale n'a présidée, le lui révèlent.

Des défauts dans la présentation du bilan. — Nous savons combien utile est pour les capitalistes l'art de lire le bilan d'une Société, combien peu d'entre eux savent le pratiquer, combien sont nombreux ceux, qui, pour engager leurs fonds dans une entreprise, se contentent d'examiner ses résultats en bourse : bonne tenue des cours, dividendes ou intérêts satisfaisants, et omettent ainsi de vérifier si ces résultats sont justifiés par la gestion, la situation de la Société, si, en conséquence, ces résultats sont durables. L'excuse d'une négligence si commune et souvent si néfaste est dans l'obscurité des bilans. Ils sont dressés avec des variantes qui déroutent les lecteurs. Même établis selon la normale, ils échappent par

leur contexture au profane. Qu'il nous soit permis d'analyser brièvement la raison d'être, les éléments, du bilan et les enseignements pratiques qu'il est possible d'en extraire.

Ce qu'est le bilan. — Une Société industrielle ou commerciale ne reçoit un capital — sous forme d'actions et souvent aussi d'obligations — que pour l'utiliser, c'est-à-dire le conserver, l'accroître s'il est possible en en tirant un bénéfice. Elle y parvient en transformant ce capital en fonds d'exploitation (mine, banque, maison de commerce, etc...) en outillage et en salaires pour la main-d'œuvre. Il faut donc que ce qu'elle crée — usines, produits, magasins, stocks, effets à percevoir, etc. — soit, à tout instant, au moins l'exacte contre partie de ce qu'elle a reçu ; que son acquit vaille son débit.

Le bilan n'est autre chose que l'expression comptable de cette balance entre, d'une part, tout ce qu'a reçu de fonds, une entreprise, tout ce qui lui est avancé au cours de sa carrière, et, d'autre part, ce qu'elle a créé de valeurs avec cet argent, valeurs augmentées des frais de premier établissement. C'est, en d'autres termes, l'état comparatif des valeurs reçues et par conséquent remboursables et des valeurs créées — celles-ci devant servir au remboursement de celles-là — c'est la confrontation de son passif et de son actif.

Comment on dresse un bilan. — Ainsi toute Société doit inscrire à son passif, tout d'abord le montant des actions et le montant des obligations qu'elle a émises (étant bien entendu qu'elle n'est redevable du capital actions capital social — que vis-à-vis des associés, c'est-à-dire d'elle-même, après extinction de toutes ses dettes et lorsqu'elle cesse ses opérations ; tandis qu'elle est tenue de rembourser les obligations, à des dates déterminées et à des porteurs qui sont de véritables prêteurs).

Elle inscrit, à la suite, les avances qu'elle a reçues au cours de ses opérations et qui ne sont pas encore remboursées : emprunt à court terme, sommes dûes aux fournisseurs, cautionnements encaissés, etc...

Elle porte enfin à son passif les intérêts échus dont elle est redevable et les dividendes non encore distribués puisqu'ils donneront lieu à un prélèvement sur sa caisse.

En regard et à l'actif, la Société énumère tout ce qu'elle possède pour l'avoir acheté ou fabriqué. Cet actif comprend trois catégories de valeurs : celles qui ne pourraient être aliénées sans arrêter les opérations sociales : la marque, le brevet, l'usine, le magasin, l'outillage, etc. : ce sont les « immobilisations ». Celles qui peuvent être réalisées sans ébranler fondamentalement l'entreprise : les participations, les approvisionnements, les prêts divers, les cautionnements versés, etc. : ce sont les valeurs « engagées » enfin celles que l'on peut considérer comme immédiatement réalisables : les parts d'actions non ver-

sées, l'encaisse, les dépôts en banque, les effets à percevoir à court terme, ce sont les disponibilités.

Des immobilisations. — Les immobilisations, on le sait, ne représentent pas une valeur égale à celle du capital qui a servi à le constituer. Outre que l'on y comprend les frais de travaux préparatoires, d'émission de titres, de formalités légales (impôts, publicité, commissions aux banques) qui sont de véritables non valeurs, leur aliénation serait aléatoire (qui peut fixer le prix d'une marque en liquidation, d'un brevet ou même d'une usine). De plus elles subissent chaque année une dépréciation due à l'usure de l'outillage, du matériel, etc. Il importe donc de compenser au plus vite ces insuffisances : c'est l'objet du fonds d'amortissement et des réserves. Chaque année, la Société doit prélever sur ses bénéfices certaines sommes qu'elle ne distribue point à ses actionnaires mais qu'elle consacre à développer son organisation, à accroître ses disponibilités, ou à grossir son portefeuille. Ces sommes augmentent la valeur de l'actif réel mais le montant en est inscrit au passif sous le nom de réserves, car il faut bien marquer l'origine de ces plus-values d'actif. D'ailleurs en fait, ces bénéfices non distribués, s'ajoutent aux fonds initial et accroissent véritablement le capital engagé dans l'entreprise. Il va sans dire que si au contraire un exercice se règle par une perte on la consigne à l'actif dont elle fait ressortir l'insuffisance. Quand au solde,

bénéficiaire ou déficitaire, de chaque année, un compte spécial, généralement appelé profits et pertes, le justifie.

De la complexité du bilan. — Le bilan doit ainsi sa complexité à ce qu'il n'énumère pas seulement les engagements et les ressources réels des Sociétés mais y ajoute des engagements et des ressources fictifs qui exposent les transformations du capital initial et les résultats des exercices antérieurs. C'est ainsi que les frais de premier établissement, les pertes, figurent à l'actif, bien que leur valeur soit négative parce qu'il faut bien indiquer ce qu'est devenue cette partie du capital non transformée en biens tangibles. De même des réserves, cet engagement, cette promesse de remboursement vis-à-vis de soi-même, forme un passif fictif mais nécessaire pour faire ressortir ce qui, dans l'augmentation de l'actif, provient des bénéfices non distribués et exposer l'importance de l'épargne réalisée par la Société.

De la diversité des modes de présentation. — Mais il est une autre cause de complication du bilan qui elle se justifie moins, c'est la diversité des modes de présentation et d'évaluation de l'actif. La législation, en effet, ne fixe aucunement la façon dont le bilan doit être établi. Bien des Sociétés, même parmi les plus honorables, profitent de cette latitude pour donner aux bilans qu'elles dressent, un aspect généralement favorable,

C'est ainsi que parfois les divers éléments de l'actif sont indistincts, que les valeurs à amortir, que les brevets, les marques, de valeur liquidative réduite, sont mêlés, dans un même poste, à d'autres immobilisations, elles, vraiment réalisables à leur prix. De même des créances à lointaine échéance ou d'un recouvrement douteux sont ajoutées à des effets à percevoir à court terme. Par contre les amortissements et les réserves demeurent parfois occultes parce qu'on se borne à les réaliser chaque année par une simple réduction de la valeur des brevets, de l'outillage, etc., sans inscription du montant du passif.

De l'évaluation de l'actif. — En outre, si la plupart du temps, les stocks de marchandises, les valeurs en portefeuille, sont appréciées dans le bilan au prix d'achat ou au prix de revient — sans que l'on escompte sur leur vente ultérieure un bénéfice non encore réalisé, le procédé contraire d'estimation, d'après le prix de vente ou le cours du jour, qui fait ressortir des plus values seulement probables est cependant fort usité.

De l'obligation de rédiger les bilans suivant des règles légales. — Dans la plupart des lois, dans les lois de tous les pays qui nous environnent, il y a une disposition qui impose à toutes les Sociétés anonymes ou en commandite par actions la nécessité de publier annuellement leurs bi-

lans. Quand on a vu fonctionner ce régime, notamment en Allemagne, on constate qu'un grand nombre de Sociétés truquent leur bilan de façon si singulière que lorsqu'on prend le journal de Berlin on cherche en vain à comprendre un bilan dans cette publication officielle ; cela tient à la fois de l'énigme et du mystère.

Au surplus, le bilan serait-il publié et bien publié que cela ne donnerait pas une preuve de sa sincérité. Avant donc de parler de la nécessité de publier les bilans, il faut savoir comment le bilan doit être rédigé. Il faut se demander si la liberté doit être laissée à toutes les Sociétés de rédiger le bilan suivant leur idée, ou si, au contraire, le législateur doit insérer dans des dispositions précises les règles auxquelles les Sociétés seront tenues d'obéir.

M. Neymarck à une séance de la Ligue pour la réforme des Sociétés, fit connaître que déjà dans la Revue des Sociétés, en 1883, il indiquait quelles étaient les règles suivies par les différentes Sociétés pour l'établissement de leur bilan et les montraient toutes absolument disparates. S'étant demandé si des règles de ce genre existaient à l'étranger, il a posé la question à l'Institut International de Statistique : savoir s'il était possible d'arriver à une unification des bilans. Il s'est adressé, dans tous les pays aux hommes les plus compétents, il a reçu une réponse de chacun d'eux et n'en a pas trouvé une disant qu'on pouvait avoir une unification des bilans, mais qu'au contraire dans tous les pays, les bilans différaient complète-

ment par genre d'industrie, de commerce, de Société.

La Commission extra parlementaire de 1902, non seulement n'est pas parvenue à établir l'unification des bilans mais même à légiférer sur les bilans. Le Congrès de Bruxelles de 1910 n'a pas obtenu un autre résultat.

Précisions de ces règles. — Néanmoins dans les travaux de la Ligue pour la Réforme des Sociétés par actions, nous trouvons qu'en 1912 il a été proposé de faire prescrire légalement les règles à suivre pour l'établissement d'un bilan. Ces règles étaient les suivantes :

A. — Inscription méthodique au journal et au grand livre de toute Société, de son actif initial, de son passif initial, conformément à son acte constitutif et à son inventaire extra-comptable d'entrée.

B. — Classification des comptes en :

a) Comptes du capital.

b) Comptes des valeurs de l'inventaire ou des moyens d'action des Sociétés.

c) Comptes des tierces personnes.

d) Comptes des résultats d'exploitation.

C. — Fonctionnement des comptes au prix de revient des valeurs.

D. — Inscription au bilan des moins-values des valeurs non commerciales (valeurs immobilisées) dans des comptes d'amortissement nettement dénommés et placés chacun en regard de la valeur à amortir. Ces amortisse-

ments sont pratiqués de manière à solder chacun des chapitres en fin de Société. Ils ont lieu que l'exercice se solde soit en bénéfices, soit en pertes.

E. — Inscription tant à l'actif qu'au passif des plus-values non partageables, constatées en réglant l'inventaire.

F. — Choix de titres de comptes nettement compréhensibles, ne prêtant à aucune incertitude, ambiguïté ou malentendu et surtout rejet de ceux qui n'ont pas de signification déterminée comme « divers » comptes d'ordre et divers « objets à régulariser » « comptes suspens » « apports », etc. Et quand un compte d'actif ou de passif est de sa nature forcément obscur y remédier par un renvoi explicatif au bas du bilan.

G. — Production d'annexes explicatives du bilan, savoir : a) inventaire extra comptable, *in extenso*, des existants de toute nature, en quantités et en francs, au prix de revient réel d'entrée dans l'inventaire ; b) état comparatif de l'inventaire d'entrée et de l'inventaire de sortie ou de fin d'exercice, indiquant le mode d'évaluation des moins-values et des plus-values et faisant en outre la preuve arithmétique des résultats d'exploitation de l'exercice indiqués par la comptabilité et le bilan ; c) état détaillé des frais de premier établissement ; des frais généraux, des pertes et profits et autres comptes d'ordre permanents figurant au bilan.

H. — Certification du bilan sincère et véritable et des

inventaires extra-comptables par le directeur, les administrateurs, le-chef de comptabilité et les commissaires aux comptes ou censeurs.

Quelques exemples. — M. Doyen pour commenter ces trois principes dit en substance : Voilà un élément d'actif; un immeuble. Cet immeuble vous a coûté 500.000 francs. Il entrera pour cette somme dans votre bilan et quoi qu'il arrive, il ne pourra pas paraître pour plus au bilan. Sinon vous escomptez un bénéfice que vous n'avez pas réalisé. En effet si, par suite du percement d'une rue voisine, le terrain sur lequel votre immeuble a été édifié a acquis une plus-value, si, plus tard vous vendez votre immeuble vous réaliserez un bénéfice, mais ce bénéfice n'étant réalisé que le jour de la vente vous ne pouvez pas faire figurer la plus-value avant dans vos comptes.

Voilà une marchandise que vous avez achetée et mise en magasin. Vous l'avez payée 100 francs. Lorsque vous établissez votre bilan elle ne vaut plus que 80 francs. Elle s'est dépréciée. Vous ne trouveriez pas un acheteur à un prix plus élevé. Si vous maintenez à votre bilan cette marchandise à votre prix initial, vous majorez votre actif de 20 francs.

Voilà un matériel d'usine que vous avez acquis. Vous savez par l'expérience qu'il doit durer dix ans, normalement. Chaque année ce matériel vaut donc un dixième de moins. Il faut que chaque année vous mettiez une

somme en réserve pour le reconstituer. Puisque vous êtes obligé de créer cette réserve vous devez diminuer votre actif de l'amortissement correspondant.

Autres précisions. — En mai 1917, la Société d'études législatives a repris la discussion de cette question sur un rapport de M. Doyen, expert-comptable.

Partant de ce principe qu'on s'est beaucoup exagéré la difficulté de réglementer les bilans, et n'en voulant pour preuve que l'entrée dans cette voie de la plupart des législations étrangères, le rapporteur expose qu'il serait souhaitable de voir la France se ranger parmi les nations dont la législation établit des règles uniformes pour la confection des bilans ; règles qu'il réduit à trois. D'abord, obligation d'inscrire à l'actif du bilan les diverses valeurs pour leur prix de revient ; puis, obligation de diminuer les actions de la dépréciation qu'elles auront subie; enfin, obligation d'amortir annuellement les éléments périssables de l'actif, d'une fraction telle qu'ils arrivent à figurer pour zéro à l'expiration de leur durée probable. De cette triple obligation, il conclut à la rédaction du texte législatif ci-après :

Il y a lieu d'appliquer à la confection des bilans les règles suivantes :

L'actif comprend sous des rubriques distinctes :

a) Les valeurs disponibles ;

- b) Les valeurs réalisables ;
- ...c) Les immobilisations.

ANALYSE

Les valeurs disponibles se composent des espèces en caisse et en banque ; elles figurent au bilan pour leur montant nominal ; les comptes en monnaie étrangère pour leur valeur au cours du change lors de l'inventaire. Parmi les valeurs réalisables les matières premières, les marchandises et les titres en portefeuille sont portés au bilan pour un montant qui, en aucun cas, ne peut être supérieur au prix coûtant. En cas de moins-value constatée par rapport à ce prix, les chapitres de l'actif sont dépréciés d'une somme égale à la moins-value. Si lors d'un inventaire ultérieur un relèvement des cours s'est produit, les valeurs réalisables pourront être ramenées au prix coûtant sans jamais le dépasser. Les créances et les effets à recevoir sont inscrits à l'actif pour leur valeur de recouvrement probable.

Les éléments de l'actif immobilisé sont amortis chaque année suivant un taux mentionné dans le bilan. Ce bilan fait ressortir explicitement le coût primitif des valeurs amorties et les dépréciations dont elles ont été l'objet en distinguant parmi ces dépréciations celles qui incombent à l'exercice qui vient de finir.

Le passif du bilan comprend le capital social, la réserve

légale, les réserves diverses, les dettes hypothécaires et chirographaires de la Société envers les tiers. En cas d'hypothèque ou de nantissement, il devra être fait mention spéciale au bilan des biens hypothèques ou donnés en gage.

Le compte de profits et pertes fera ressortir explicitement le bénéfice brut de l'exploitation et les charges diverses déduites du bénéfice brut pour obtenir le bénéfice net.

Critique. — Parmi ces principes, il en est deux qui n'ont jamais été contestés par personne; c'est le principe de l'amortissement et celui de la diminution de l'actif en cas de dépréciation. Cependant il semble qu'il faille les indiquer dans la loi car dans la pratique, ils sont trop souvent méconnus.

Quant au principe de l'indication des valeurs pour un prix qui ne doit jamais être supérieur au prix de revient, il a été contesté.

Les objections portent sur les points suivants :

1^o — Critique de logique — pourquoi ne pas tenir compte de la plus-value d'un élément d'actif alors qu'on serait obligé de tenir compte d'une moins-value de même élément (1).

(1) Une Société aura théoriquement plus d'intérêt à laisser ses disponibilités sous forme de billets de banque improductifs, mais non sujets à dépréciation, plutôt que d'acheter à titre de

2° Critique d'économie politique. Faudrait-il par exemple compter au bilan un terrain à son prix d'achat alors que sa plus-value est certaine (2).

3° Critique de la pratique (3).

placement, des valeurs susceptibles de cours variables ou de se constituer un stock sujet également à des variations.

(2) Soit par exemple une société de banque ayant en portefeuille des titres d'une autre société qu'elle a fondée et dont elle connaît exactement la valeur. Elle sera conduite à thésauriser en n'inscrivant pas ces titres pour leur véritable valeur.

(3) Soit encore une autre société ayant acheté des titres au pair qui cotent deux ou trois fois le pair. Ses administrateurs et les administrateurs sachant que cette différence de cours provoquera un bénéfice lors de la vente spéculeront sur cette éventualité et joueront à la hausse. D'autre part, en supposant que ce bénéfice se soit accumulé pendant huit ou dix années, au cours de ce laps de temps les actions auront changé de propriétaire et ceux qui auront vendu leurs titres avant la réalisation se verront privés d'une partie d'un bénéfice qui pourtant légitimement leur était due.

Au lieu d'éviter la répartition de dividendes fictifs c'est-à-dire ne provenant pas des bénéfices résultant de l'exercice on arriverait à l'obligation de distribuer des dividendes fictifs. Ainsi, disait M. Neymarck en 1912 à une assemblée des membres de la Ligue pour la réforme des sociétés : « Supposez que, me trouvant à la tête d'une société, j'aie acheté, des actions Rio Tinto à 2700 fr., des actions de Beers à 12-13 ou 14.000 fr.; les premières cotant 16 ou 17.000, les autres 400 ou 500 fr. lors de l'établissement du bilan j'aurais légalement le droit de faire état des valeurs au cours et de distribuer de véritables divi-

La spéculation sur les réserves occultes.

Le prix de revient dans le portefeuille des assurances.

— Les grandes compagnies d'assurances décomptent leurs valeurs, qui sont délimitées par la loi — ce ne sont que des rentes, des obligations de chemin de fer, des valeurs garanties par l'Etat — toujours au prix de revient mais elles ont une sauvegarde c'est qu'elles constituent une réserve pour fluctuations de valeurs et c'est cette réserve qui joue.

Et M. Neymarck ne voit pas la possibilité d'inscrire dans la loi le principe de cette réserve. On ne comprend pas cette impossibilité.

En réalité, les auteurs des propositions de réglementation du bilan sont d'accord. Mais le second a trop le souci

dendes fictifs ». Il ajoutait : « Il y a un grand établissement, le premier de notre pays, qui a distribué des dividendes fictifs avec son mode d'évaluation des valeurs au prix de revient. C'est la Banque de France. En effet, en 1857, pour prix du renouvellement de son privilège, la Banque de France a été obligée de prendre pour 100 millions de rente 3 % décomptée au prix de 75 fr. En 1817, la rente était à 51-52 et 53 francs. En 1872, 1873 et 1874 elle était à 72-73 et 74 francs et ce n'est que quelque temps après qu'elle a revu ce prix de 75 francs. Si en 1871, 1873 et 1874, la Banque de France avait décompté ces cent millions de capital au prix auquel se trouvait la rente elle n'aurait pas pu distribuer de dividende ».

de réunir en une formule courte les règles comptables à imposer, la formule : fonctionnement des comptes au prix de revient paraît de beaucoup la plus heureuse, quand on oublie pas d'y joindre son corollaire : les comptes spéciaux chargés de révéler les fluctuations des cours tant en hausse qu'en baisse.

Analyse du prix de revient. — Quant au prix de revient, rien n'est, dans certains cas, aussi difficile que de le déterminer avec précision, car cette détermination exige l'imputation de frais divers et de tantièmes, c'est-à-dire des calculs très délicats. En effet on peut considérer que les éléments du prix de revient sont :

1° La valeur des matières premières employées — c'est ce qu'on appelle le prix de revient des achats ;

2° Les salaires ou la main-d'œuvre nécessaire à la transformation de la matière première en produits finis — c'est ce qu'on appelle le prix de revient des confections.

3° Les frais généraux.

Le prix de revient des achats comprend non seulement le prix d'achat mais encore tous les frais accessoires tels que : frais de douane, de transport, commission, etc. Ces frais viennent évidemment en augmentation du prix d'achat pour constituer le coût réel de la marchandise au moment de son entrée en magasin. Au contraire, les frais après l'entrée en magasin, et notamment les frais communs ou frais de magasin, ne doivent avoir aucune in-

fluence sur le prix de revient. Frais particuliers ou frais communs sont alors des frais de vente, imputables sur le prix de vente, et non plus des frais d'achat, imputables au prix de revient. Dans le prix de revient on peut faire entrer les frais généraux industriels, c'est-à-dire ceux occasionnés par la fabrication, mais non les frais généraux commerciaux, c'est-à-dire ceux afférents à la vente des produits.

Le loyer, l'éclairage, l'entretien des usines, de leur matériel, les appointements du personnel employé à la fabrication, ingénieurs, dessinateurs, etc., font partie des frais généraux industriels. Les mêmes frais relatifs aux magasins ou au personnel chargé de la vente constituent des frais commerciaux. Au prix de revient des achats, il faut ajouter les frais de transformation (main-d'œuvre et frais) directement appliqués à chaque objet, et une certaine part dans les dépenses communes indivisibles occasionnées par l'ensemble des travaux.

Enfin pour connaître exactement le prix de revient et par conséquent savoir le prix de vente à demander, il faut appliquer à chaque objet un certain pourcentage des frais généraux.

Conclusion. — Ainsi la complexité du prix de revient est telle, qu'il est impossible de prescrire légalement son énoncé au bilan. Mais il semblerait nécessaire que la loi en même temps qu'elle prescrira le fonctionnement des

comptes au prix de revient impose l'obligation pour la Société d'indiquer les règles par elle suivies pour l'établissement de ce prix de revient.

En résumé, dans les propositions que nous venons d'examiner le but poursuivi est double : on veut dans le bilan de l'ordre et la sincérité. La classification des comptes est destinée à imposer au bilan une clarté, un ordre qui trop souvent lui manquent et ne peut être pour la Société par actions qu'un élément de faveur auprès des actionnaires, faveur dont elle tirera le plus grand profit.

Quant à la sincérité du bilan, elle ressort à l'évaluation de l'actif, aux amortissements, aux réserves, et il ne peut qu'être bon de voir le législateur exiger des garanties quant à ces évaluations.

De la véritable importance du bilan. — La conclusion qui se dégage de cette rapide étude du bilan nous semble la suivante : Le bilan doit être envisagé comme une expression comptable de la plus haute importance ayant pour objet de garder trace des mutations de valeur et de mettre de l'ordre dans les chiffres, mais non comme un document destiné à fournir au public des « renseignements » sur la valeur d'une entreprise.

On s'imaginerait à tort qu'il suffit d'étudier, d'analyser et de rapprocher les bilans d'une entreprise pour l'apprécier utilement. La publication des bilans n'a pas pour objet de fournir aux capitalistes en quête de placement, ce

qu'on appelle d'un terme pittoresque des « tuyaux ». Pour pouvoir apprécier la valeur d'une entreprise, il faut la connaître dans ses moindres détails, et même alors quelle marge étendue pour les risques dans les appréciations. Comment évaluer exactement une industrie sujette à toutes sortes de fluctuations, un brevet, un portefeuille soumis aux hasards de la Bourse, tous les éléments incertains d'une exploitation ?

Les innombrables contingences qui affectent la valeur d'une entreprise ne se reflètent guère dans ses bilans. Telle entreprise fait régulièrement de beaux bénéfices pendant dix années et porte en elle des germes de ruine, de même qu'un homme vigoureux peut être atteint d'un mal latent ; telle entreprise dont les bilans ne sont guère brillants peut avoir cependant des éléments de grande prospérité. La valeur d'une affaire dépend d'une foule de circonstances : marchés à longs termes plus ou moins avantageux, concurrence, inventions nouvelles, débouchés, gestion. Le bilan n'est pas le reflet de cette situation.

Voici une Société qui, au cours d'une existence de quinze années a connu des phases diverses ayant modifié son genre d'activité et ses bases d'opération.

Pendant les cinq ou six premières années, les bilans indiquent de gros bénéfices allant en s'élevant, des réserves et de larges amortissements ; bref, les bilans semblent révéler une affaire prospère et en progrès, administrée avec sagesse et prudence. En réalité à la chaque fin d'exercice

les administrateurs se demandaient si leur entreprise était viable, de ce fait qu'elle n'avait d'autre objet que la fabrication d'un article spécial destiné à une clientèle qui pouvait faire défaut d'un jour à l'autre.

Plus tard, la Société put étendre son activité à d'autres genres de fabrication et s'assurer l'appui d'importantes maisons. Dans les réunions du conseil d'administration les visages s'éclaircissaient car la prospérité de l'entreprise ne faisait plus de doute. Voyons le bilan : période de transformation, frais généraux croissants, diminution des recettes, conclusion, situation précaire.

En un mot, la vérité comptable ne semble pas traduire nécessairement la réalité, mais elle est infiniment précieuse et il convient que la loi exige cette vérité.

De l'organisation en France d'un corps de contrôle analogue à celui des Instituts à charte des comptables jurés en Angleterre et dans le pays de Galles.

Pour obtenir cette vérité comptable on s'est demandé si, en outre des précautions législatives que l'on voudrait voir introduire dans nos textes, il ne conviendrait pas d'organiser, en France, un contrôle, des Sociétés par actions, analogue à celui qu'exercent, en Angleterre, et dans le pays de Galles, les comptables jurés des instituts à Charte.

Du commissaire aux comptes. — Nous avons, chez nous aussi, un corps de comptables dont les efforts tendent vers la réalisation de ce programme, ils tiennent le raisonnement suivant : Tous nos rouages de contrôle sont épars : ici c'est un comptable, mandataire au nom de la justice, là un liquidateur, un administrateur judiciaire ou un curateur aux successions vacantes — car nous ne sommes plus au temps où le notaire, seul, gérait la fortune privée de ses clients —, il importe que, dans un pays où la propriété mobilière et immobilière tient une si grande place, où l'activité industrielle et commerciale est appelée à un si grand développement, il existe un corps de comptables et de gérants impeccables, régi par des règles professionnelles, uniformes et rigides, sanctionnées par un conseil de discipline sévère, pour garantir la sécurité des capitaux et assurer la confiance dans l'association rigoureusement, impartialement, contrôlée du Capital et du Travail.

L'innovation juridique consisterait, en un mot, à imposer légalement aux Sociétés l'obligation de choisir leur commissaire aux comptes — (actuellement, en fait, ou candidat administrateur, ou simple employé, en tous cas, presque toujours représentant du conseil d'administration) — sur une liste dressée soit par le Tribunal de Commerce, soit par la Chambre de Commerce.

Avant de prendre position sur cette question, il semble qu'il faille étudier brièvement le modèle qu'on nous

propose de copier, en examiner à la fois l'origine et le fonctionnement.

De la coutume anglaise. — La mise en commun des capitaux a été, en Angleterre, favorisée par une série de lois qu'un texte unique, l'« Act », de consolidation de 1908, abrogeant toutes les lois antérieures, a codifiées.

Sous le régime de cet « act » : pas de prescriptions quasi-prohibitives en ce qui concerne la sincérité des souscriptions, pas de l'imitation du taux d'émission des actions, pas de longues immobilisations à la souche de certains titres, mais le contrôle le plus sévère des affirmations publiées dans le prospectus, contrôle que les sanctions les plus graves assurent. Ajoutons à cela le respect le plus profond de la lettre des articles statutaires et non de leur esprit seulement, et enfin, la vérification la plus scrupuleuse et presque publique des écritures commerciales. La création d'un Greffe Central du Royaume où, si l'on peut dire, les états civils des Associations sont centralisés, où la publicité la plus étendue est donnée pratiquement à leurs statuts, à leurs mémoires, à la liste de leurs administrateurs et même des porteurs de leurs titres, oblige les Sociétés à vivre en quelque sorte dans une maison de verre. Dans ce greffe, admirablement organisé, le public peut, à tout moment, contre paiement de droits minimes d'expédition, obtenir copie de tout ce qui a trait à l'existence des Sociétés, de leurs bilans an-

nuels de la liste du personnel propriétaire, créancier ou gérant, ainsi que des divers agents de leur activité et de leur contrôle.

Pour assurer le dépôt régulier de ces éléments d'information, la loi en a stipulé la communication annuelle sous des peines sérieuses et appliquées. Pour assurer l'établissement et la publication de bilans impartiaux, un corps de comptables assermentés fut créé en 1880 par Charte Royale. C'est cette corporation qui va retenir notre attention.

Historique. — En réalité, il existait avant 1880, des comptables publics en Angleterre. Mais ce n'est que par la Charte Royale qui leur fut accordée à cette date que prit naissance leur corporation officielle privilégiée. Cette corporation réunit alors dans son sein l'institut des comptables existant à Londres depuis 1870, la Société de comptables qui, en 1872, s'était formée dans la même ville, et trois associations similaires créés en 1870, à Liverpool, en 1872, à Manchester et en 1877, à Scheffield. Ces comptables remplissaient déjà les fonctions des Chartered Accountants actuels et leur importance était telle que leurs groupements privés comptaient dès cette époque plus de cinq cents adhérents.

C'était déjà en dehors de tout esprit de lucre qu'ils s'étaient unis. Les adhérents ne tiraient aucun bénéfice pécuniaire de leur qualité d'associés. Ils ne se propo-

saient que de sauvegarder la dignité de leur profession, de vulgariser la notion de l'utilité de leur ministère et de maintenir les rigueurs des conditions d'admission dans leur carrière. Ces précieuses qualités, la Charte Royale les a encouragées en leur assurant le lustre qui s'attache en Angleterre à une corporation privilégiée à Charte Royale, c'est à elle que la corporation doit, à présent, aussi bien son caractère original et l'estime dont bénéficient les déclarations des Chartered Accountants auprès des magistrats nationaux. Indubitablement, le contrôle irréprochable auquel les comptables soumettent les écritures des Sociétés par actions est une des causes de la confiance dont les associations de capitaux britanniques, jouissent dans le monde entier. Certes, il a pu arriver que certains comptables aient failli à la tradition, que leur conseil de l'ordre ou même la justice aient frappé certains d'entre eux d'un blâme ou d'une peine, mais il faut se hâter de reconnaître que ce furent là, exceptions rares ; que ces hommes, chargés de contrôler les mouvements de la comptabilité, se sont montrés à la hauteur de leur tâche, qu'ils ont, avec honneur subi les investigations de cette justice dont ils sont souvent les mandataires et sous le contrôle de laquelle ils opèrent.

Attributions. — Les attributions des comptables à Charte sont multiples. Tout d'abord ils ont, naturellement, mission de tenir la comptabilité des industriels et

des compagnies, de dresser leurs bilans ; ils sont dans ce domaine comptables et commissaires aux comptes. Ils sont aussi contrôleurs des comptabilités litigieuses, liquidateurs des Sociétés, syndics des faillites, trustees (fidu-commissaires) dans les faillites et dans les concordats de créanciers, trustees dans les testaments et les contrats de mariage, curateurs, tuteurs, bref, ils gèrent, contrôlent, distribuent, sauvegardent les comptes et les deniers.

The Institut of Chartered Accountants in England and Wales autorisé à posséder un sceau spécial, joint de la personnalité civile et peut faire des bénéfices mais non en opérer distribution à ses membres car il est strictement obligé, soit de les dépenser, soit de les mettre en réserve, soit d'en opérer le remploi.

Extension. — L'Institut compte, en dehors de son principal groupement situé à Londres au cœur de la cité, neuf sections de province établies à Birmingham, Bristol, Leeds, Leicester, Liverpool, Manchester, Newcastle, Nottingham et Sheffield, chacune ayant sa bibliothèque professionnelle et son corps d'étudiants comptables. En 1911, on comptait en Angleterre, et dans le pays de Galles 974 fellows, 1765 associés en exercice, 1175 associés non pratiquants et 398 membres tant fellows qu'associés hors du Royaume Uni. C'est ainsi que l'annuaire de l'Institut en signale à cette date à Paris (seule ville d'Europe où il s'en trouve 17 fellows et 9 associés) à New-York, 10 fellows et

4 associés et d'autres à Buenos-Ayres, à Calcutta, au Japon, en Egypte, en Australie, dans le Sud de l'Afrique, partout en un mot où se développe l'activité industrielle et commerciale britannique.

Conditions. — Pour devenir membre de l'Institut, le candidat est d'abord, obligatoirement, soumis à un stage de cléricature que précède un examen d'admission. Il doit être âgé de seize ans révolus et sa demande soumise à l'agrément du Conseil de la Compagnie. Le stage a, dans la généralité des cas, une durée de cinq ans coupée par un examen à la fin de la deuxième année. Dispense de l'examen préliminaire, de l'examen intermédiaire et des deux premières années de stage, est assurée aux candidats qui sont diplômés des universités d'Oxford, et de Cambridge ou des grandes écoles de l'Etat. Tous les clercs, qu'ils passent cinq ans ou trois ans seulement de stage, doivent subir l'examen définitif qui donne entrée dans la carrière.

Les matières qui font l'objet de ces examens ne sont pas limitées à la tenue des livres et à la comptabilité, les épreuves portent aussi sur les éléments du droit commercial, particulièrement sur les act. du Parlement relatifs aux faillites et aux liquidations, aux Compagnies par actions, aux trusts et à l'arbitrage, ainsi que sur l'histoire et la géographie, sur une langue morte (grecque ou latine) et au moins une des grandes langues vivantes,

enfin sur les éléments des sciences mathématiques, physiques et naturelles.

La première épreuve une fois surmontée, le clerc signe un contrat à formule, invariable, établie par le Conseil de l'Institut, qui le lie avec un patron. Le greffe de l'Institut entérine ce contrat. Dès lors, le clerc est qualifié *articled clerck* (clerc professionnel) et n'a plus droit, sous peine de révocation, de prendre un intérêt dans une affaire qu'elle quelle soit. Il lui est imposé de tirer exclusivement son salaire de l'examen de sa profession.

Afin d'éviter l'encombrement des candidats à la succession des comptables nul d'entre eux ne peut employer simultanément plus de deux clercs professionnels. Toutefois, l'*articled clerck* dont le patron cesse de pratiquer entre dans une autre étude, en conservant ses droits acquis.

Son temps de cléricature terminé, son examen final passé, le clerc est nommé associé de l'Institut. Une fois membre associé sa carrière est faite ; il reçoit son brevet et peut, au bout de quelques années, briguer le grade supérieur de *Fellon*. Associés et fellows sont nommés par le Conseil de l'Institut, en séance spéciale où doivent siéger les trois quarts au moins des membres directeurs.

Direction. — Ce conseil, du reste, administre et contrôle toute l'activité de l'Institut. Il préside aux divers examens successifs des aspirants, nomme les associés, sur-

veille leur existence professionnelle et exerce un droit de juridiction sur les stagiaires comme sur les titulaires, droit qui va jusqu'à la suspension et la révocation. C'est ce conseil qui convoque les assemblées générales dont il est en somme, le mandataire. C'est lui qui choisit le personnel et les agents juridiques et financiers de l'Institut, qui en prépare les budgets, bref, qui joue le rôle d'un véritable conseil d'administration directeur, sauf dans des cas spéciaux, il doit, pour délibérer valablement, réunir un quorum d'au moins sept membres présents et votants.

Sanctions. — Parmi les attributions du Conseil les plus curieuses sont celles qu'il détient de son droit de justice. Ce droit, que sanctionnent la suspension pendant deux années, et l'exclusion, s'exerce, en cas de violation de l'une des règles fondamentales de l'Institut, de condamnation à une peine infamante, de culpabilité d'un acte que le conseil estime de nature à discréditer un comptable public, de banqueroute, faillite ou liquidation (alors même que le comptable obtiendrait un arrangement avec ses créanciers), d'acceptation d'un intérêt direct ou indirect dans une affaire, jugée par le Conseil, incompatible avec l'exercice de la profession, et, aussi, en cas de retard dans le paiement des cotisations ou d'autres sommes dues à l'Institut. La Commission de sept membres, qui a la charge de cette juridiction, désigne trois de ses membres, pour exercer, en tout temps, la surveillance nécessaire et

les pouvoirs du ministère public contre les comptables accusés d'une violation des règles professionnelles. Le secrétaire de l'Institut, de même que tout membre se croyant en droit de se plaindre d'un collègue ou de le dénoncer, peut prendre la parole et l'accusé se défendre, soit lui-même, soit avec l'assistance d'un avocat ou d'un solicitor.

Les pouvoirs de juridiction du conseil, comme ses pouvoirs d'administration, sont soumis au contrôle des Assemblées générales ou spéciales, ces dernières pouvant être convoquées sur requête écrite de quarante membres au moins. Les Assemblées statuent souverainement lorsqu'elles ont réuni un quorum de vingt membres présents et votants (le vote des associés ayant valeur égale à celui des fellows). Il n'est fait exception à cette souveraineté qu'en matière de Bye laws.

Ce sont les règlements d'administration publique portant application des articles de la Charte. Lorsque des modifications s'imposent dans ces règlements, les lords du Conseil privé du roi doivent en être saisis et, seule, leur haute approbation, publiée dans la *London Gazette*, le journal officiel des publications légales en Angleterre, leur donne force de loi.

Voilà, dans ses grandes lignes, l'organisation générale de l'Institut à Charte des comptables jurés d'Outre-Manche. Institut où l'on retrouve tout esprit juridique, bri-

tannique qui attribue une valeur si considérable à la coutume.

La pratique. — La loi anglaise, sur les sociétés ; l'act. de 1908, n'a pas plus imposé l'obligation de choisir les commissaires aux comptes, parmi les membres de cet institut que parmi ceux de la Society of Incorporated Accountants and Auditors. Elle s'est bornée à exiger que toute société de plus de vingt personnes — ou de plus de dix personnes s'il s'agit d'affaires de banque — nomme à l'Assemblée générale annulée un ou plusieurs auditors pour l'exercice courant — lesquels ne doivent être ni directeurs, ni employés de la Compagnie. Ces auditors une fois nommés sont, *de plano* réélus pour les exercices suivants. Toutefois un actionnaire a le droit de notifier, à la Société quatorze jours, avant l'Assemblée générale, à l'auditor sortant et aux actionnaires sept jours avant cette Assemblée, son intention de nommer un autre auditor.

Le Board of trade et les auditors. — Si, pour une raison quelconque, les auditors n'ont pas été nommés par l'Assemblée générale, le « Board of Trade » a le droit de nommer sur requête de tout actionnaire, des auditors pour l'exercice courant et de fixer leur rémunération. Ils sont tenus de faire un rapport sur les comptes de la Société et sur le bilan présenté à l'Assemblée générale suivante.

• Dans ce rapport, ils doivent indiquer, avec précision, s'ils ont obtenu toutes les explications et toutes les justi-

fications nécessaires, si le bilan est dressé de façon à faire apparaître la situation de la Société sous un jour vrai, si les affirmations des administrateurs concordent avec l'état des livres et des documents sociaux. Leur rapport est reproduit au bas du bilan, signé par les administrateurs, ou, tout au moins, mention en est faite au bas du bilan. La publication, la circulation d'un bilan non suivi de cette mention est punie d'une amende de cinquante livres.

A toute époque de l'année sociale, les auditors ont le droit d'inspecter les livres, les comptes et les pièces justificatives de la compagnie. Ils ont aussi le droit d'exiger des directeurs toutes les explications complémentaires qu'ils estiment nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

Enfin le nom et l'adresse des auditors doivent être indiqués dans tous les prospectus publiés par la Société.

Abus. — Aussi de nombreuses sociétés dont les origines et les agissements n'auraient pas échappés aux critiques d'hommes expérimentés se sont-elles gardées de recourir aux membres de l'Institut ou aux Incorporated Accountants. Comme toujours, comme partout, elles ont trouvé des complaisances et des complicités. Un mouvement d'opinion s'est manifesté en Angleterre pour enlever aux Sociétés le droit de choisir leurs Auditors en dehors des catégories de spécialistes désignés par l'autorité publique,

Un bill dans ce sens a été présenté au Parlement. Des experts-comptables professionnels devaient être formés suivant des règles déterminées. Il aurait été interdit à toute personne, non pourvue du diplôme institué, de prendre le titre d'expert comptable ou de se présenter au public comme prêt à entreprendre, moyennant salaire, des travaux tels que ceux relevant de la compétence d'un expert-comptable.

Auraient fait partie de droit de la future corporation, les membres présents et futurs de l'Institute of Chartered Accountants pour l'Angleterre et le pays de Galles, ceux de la Society of Incorporated Accountants and Auditors, ceux de quelques autres sociétés existantes; enfin ceux qui passeraient avec succès les examens prescrits par le nouveau bill. Ce bill fut voté par la Chambre des Lords et repoussé par celle des Communes pour défaut de forme dans la procédure parlementaire.

De l'application en France. — Voilà donc la tendance récente du sentiment anglais.

Allons-nous la suivre aussi ?

Le voudrions-nous que nous ne disposerions pas d'institutions coutumières semblables à celles que nous venons d'examiner. La Compagnie des Experts Comptables près le Tribunal de la Seine et la Cour de Paris, Arbitres au Tribunal de Commerce, n'est pas encore parvenue à se constituer en un institut comparable à celui des Compta-

bles britanniques. Autre chose est de savoir si nous avons à le désirer puisque la loi française contrairement à l'art anglais prescrit des règles, que nous voudrions même plus sévères encore, hors desquelles la Société par actions ne peut ni se constituer, ni vivre.

Il suffit de modifier la durée du contrôle. — Et puisque notre but est d'obtenir surtout des réformes urgentes nous bornerons, avec la Société d'Etudes Législatives, à demander pour le contrôle du fonctionnement des sociétés par actions une simple modification dans l'étendue du contrôle permis aux commissaires aux comptes et la fin d'une anomalie inexplicable entre le rôle dans les sociétés anonymes et celui des gérants des sociétés en commandite par actions.

Cette anomalie est la suivante : aux termes de l'art. de la loi de 1807 les Commissaires aux comptes ne peuvent prendre connaissance des livres que trois mois avant l'assemblée générale.

Or, il est de toute évidence que la lecture tardive d'un article comptable, fût-il appuyé de pièces originales très claires, est infiniment moins précieuse pour un contrôleur que la vérification de cette écriture au moment même où l'affaire qu'elle traduit vient d'être passée.

C'est là toute la réforme qui s'impose d'urgence,

D'un Office central des Sociétés.

Le dernier point qui nous paraît devoir retenir l'attention est celui d'un office central de sociétés.

Après avoir voulu que la loi précise et surveille tant la constitution que le fonctionnement des Sociétés par actions, y a-t-il encore intérêt, pour l'éducation et la protection de l'épargne, ainsi que pour le développement de l'entreprise par actions, à créer un Office de documentation où les intéressés pourraient trouver, centralisés, tous les documents sociaux, depuis les statuts, les bilans, les rapports, jusqu'au prospectus d'émission, en un mot à créer le casier commercial des sociétés; organe qui ne serait pas un Office de renseignements ou d'appréciation financière, mais un dépôt d'archives, de documents, à la disposition de tous moyennant une redevance minime ?

Frappés des difficultés, voire des impossibilités, auxquelles la pratique se heurte lorsqu'elle cherche à se renseigner utilement sur une société anonyme — alors même que celle-ci a son siège à Paris — les pouvoirs publics et les parlementaires, en même temps que la presse et les sociétés d'études, se sont demandé quel remède il convenait d'apporter à un tel état de choses.

La Presse a proposé la création et l'organisation d'un Office des Sociétés du modèle de celui fonctionnant à Somerset House, sous le contrôle du Board of trade.

Des parlementaires ont déposé des propositions tendant

à placer cet office sous le contrôle direct de l'Administration des Finances.

Une Commission de la Société d'Etudes Législatives ayant à sa tête M. Petit, Président du Tribunal de Commerce et comme rapporteur, M. le Professeur Bernard, traitant, au début de l'année 1914, un problème plus vaste, celui de la création d'un registre du commerce, comme en Italie, en Espagne et en Allemagne, d'une façon extrêmement développée, a abordé aussi notre problème. M. Millerand insistant sur les services que rendrait un organisme de cette nature, centralisant tous les documents des Sociétés sur toute l'étendue du territoire, colonies comprises, prend l'exemple de l'office national des brevets d'invention et des marques de fabrique, au Conservatoire National des arts et métiers. Avant cet office, investi de la personnalité civile par l'article 32 de la loi de finances du 13 avril 1900, il était, en effet, très difficile, sinon impossible, de retrouver un brevet dans le fouillis des archives du Ministère du Commerce.

Certes, le casier judiciaire des Sociétés véreuses et de leurs fondateurs existe à la section spéciale des affaires financières du Parquet de la Seine, et rend des services mais le casier commercial, a-t-on dit, en rendrait bien davantage.

Des formalités actuelles de publicité.

Nous avons examiné plus haut, au sujet du bulletin de souscription, les formalités exigées par nos textes et, notamment, celles imposées dans la loi de finances du 30 janvier 1907 et dans celle du 22 novembre 1913, quant à la publication des actes sociaux. Le bulletin annexe du *Journal Officiel* est devenu le bulletin des annonces légales obligatoires, à la charge des sociétés financières S. G. S. D. Il suffit de jeter un coup d'œil chaque lundi sur ce bulletin pour voir combien ont été dénaturées, outrepassées, les intentions des Commissions de 1902-1904 et même du législateur de 1907. Les Sociétés y grèvent leur budget de frais considérables pour une publication indigeste que les intéressés peuvent difficilement consulter quand ils parviennent à se la procurer.

A l'étranger. — Passons une revue rapide de l'état des législations étrangères sur la question.

En Belgique, pas plus depuis la loi de 1913 qu'antérieurement, il n'existe un Office ou organe central des Sociétés.

Tout se borne à l'obligation de certaines publications et à leur centralisation dans une revue officielle, spéciale, qualifiée Annexes au Moniteur mais dont le titre véritable est Recueil des Actes et documents relatifs aux Sociétés commerciales.

Le prix d'abonnement à ce recueil est minime. Au surplus, à l'imprimerie du *Moniteur* en 1914, une boutique vendait les annexes pour un sou. Les actes et documents sont numérotés (une série par année) et la référence aux dites publications se fait pratiquement en indiquant l'année et le numéro. (Annexe au *Moniteur* en 1914, N°...) La diffusion de ce recueil est organisée de façon à permettre aisément à chacun de le consulter mais en dehors des greffes près les tribunaux importants les collections sont généralement incomplètes et les recherches difficiles.

Il est établi tous les 3 mois une table du recueil et une table annuelle, mais les tables annuelles ne sont pas coordonnées et cela rend leur lecture pénible.

Ce recueil ne contient que les actes des Sociétés ; copie complète pour les Sociétés anonymes, les commandites par actions et les coopératives, copie par extraits pour les commandites simples et les Sociétés en nom collectif, actes de Sociétés, c'est-à-dire actes constitutifs, modificatifs, mise en liquidation, clôture de liquidation. Il contient aussi pour les Sociétés anonymes et les commandites par actions, annuellement, le bilan et le compte de profits et pertes.

La loi de 1913 prescrit aussi la publication du rapport du Conseil d'administration sur l'exercice mais à en juger par ce qui se passe, cette prescription semble éludée. Le Conseil, en effet, n'est pas obligé de faire un rapport écrit. Dès lors, on ne viole pas la loi en ne publiant pas

ce qui n'a pas été écrit ! Les Sociétés qui auront intérêt à ne pas publier leur rapport sauront appliquer ce syllogisme.

L'offre et la vente publiques d'actions ou d'obligations doivent être publiées aux Annexes, et l'admission à la cote doit être précédée d'une notice également publiée.

En Italie, comme en Belgique, il n'existe pas encore un organisme central de dépôt et de publicité des actes des Sociétés, dans le genre de celui qui fonctionne en Angleterre, bien qu'il y ait un registre général du commerce. Les Sociétés italiennes comme les Sociétés françaises sont astreintes à une publicité que l'on cherche à étendre. Cette publicité est faite aux lieux du siège social et des sièges secondaires ou succursales.

L'acte constitutif et les statuts sont déposés au Greffe du tribunal civil et affichés dans une salle spéciale de ce tribunal, en même temps que sont publiés, dans un journal d'annonces légales, l'extrait de l'acte constitutif et des statuts.

Mais en outre de cette publicité locale il existe un Bulletin Officiel des Sociétés par actions, dans lequel doivent être publiés *in extenso*, l'acte constitutif et les statuts.

Cette publicité a un caractère de centralisation puisque le bulletin officiel est un organe unique pour toutes les Sociétés par actions, à ce détail près que cette publicité concerne seulement les Sociétés en commandite par ac-

tions et les Sociétés anonymes. Toutes les phases de la vie sociale sont astreintes aux publications du bulletin officiel.

De plus, l'opinion romaine, sous l'impulsion de la Revue des Sociétés commerciales, organe de l'Association des Sociétés par actions italiennes, s'affirme favorable à la création d'un office des Sociétés.

En Allemagne, il n'y a pas non plus d'office central des Sociétés, mais les formalités d'inscription au registre du commerce et de publication dans la Gazette de l'Empire Allemand sont minutieuses et d'ordre public.

Le code de commerce allemand prescrit deux règles de publicité lors de la constitution des Sociétés anonymes :
1° l'inscription dans le registre du tribunal de commerce;
2° dans les journaux désignés par l'autorité judiciaire, qui correspondent à nos journaux d'annonces légales.

1° Registre du Tribunal de Commerce.

La Société anonyme n'existe légalement qu'après son inscription au registre du commerce, du siège social, mentionnant la raison sociale, le siège, l'objet de l'entreprise, le montant du capital, la durée, enfin la liste des membres du Conseil d'administration. Toute personne a le droit d'en prendre connaissance sans formalité.

Si le contrat social contient des stipulations relatives à la durée ou aux pouvoirs spéciaux de représentation des administrateurs ou liquidateurs, ces stipulations doivent être transcrites dans le registre.

Toutes les inscriptions dans le registre du commerce, ainsi que les spécimens des signatures à déposer auprès du Tribunal doivent être effectuées personnellement ou remises par acte public — ces formalités sont remplies tout d'abord au Tribunal du Siège social, puis inscrites à chaque Tribunal du district où la Société possède une succursale — Les mêmes formalités s'imposent quand le siège social est à l'étranger.

Les prescriptions sont identiques en ce qui concerne les modifications du pacte social, particulièrement l'augmentation ou la diminution du capital social, la liquidation, la fusion, les changements dans le comité d'administration ou parmi les porteurs de procurations.

2° *Publications.* — Les inscriptions des Sociétés au registre du commerce sont publiées dans le *Deutscher Reichsanzeiger*, et, s'il s'agit de valeurs de bourse, dans un autre journal expressément désigné. Au mois de décembre, tous les ans, le tribunal doit indiquer les journaux dans lesquels, l'année suivante, devront être faites les publications des Sociétés enregistrées au commerce. Ces publications portent notamment sur la composition du Comité de direction, les modes de convocation des Assemblées générales, la forme des avis et insertions à faire par la Société, les avantages particuliers accordés à certains actionnaires avec les noms des ayants droit.

Sont également publiés : le cours d'émission des actions, les noms, professions, domiciles des fondateurs en

indiquant s'ils prennent le capital-actions en entier. Il en va de même pour les premiers membres du Conseil d'administration. Enfin les noms de leurs remplaçants doivent être enregistrés sinon publiés dans le Registre du commerce.

Tous les documents sociaux déposés au registre du commerce (rapports de la Direction, du Conseil d'administration, des commissaires aux comptes, particulièrement des commissaires vérificateurs désignés par la Chambre de Commerce) sont publiés et portés à la connaissance de tous. Il en est de même pour les délibérations des Assemblées générales excepté pour celles des Assemblées où les voix de tous les actionnaires ont été réunies.

La publicité en Allemagne est donc, on le voit assez complète et assez pratique.

Dans les Etats-Unis d'Amérique, les Sociétés anonymes se constituent par un acte entre les fondateurs, acte déposé au secrétariat d'Etat de chacun des quarante-huit états de la République. Chaque état a sa législation particulière.

Le secrétariat d'Etat délivre un certificat d'incorporation et c'est ce certificat d'incorporation qui tient lieu, en quelque sorte, d'extrait de naissance à la nouvelle Société. Celle-ci établit alors ses statuts mais aucune publication n'en est imposée. Les administrateurs sont tenus simplement de publier tous les ans un rapport sur les opérations sociales de l'année.

Depuis 1913, un bureau fédéral d'incorporation, à Was-

hington, centralise tous les actes d'incorporation des Sociétés anonymes des quarante-huit états.

C'est évidemment cet organisme qui correspondrait à un office central des Sociétés mais il ne semble ni fonctionner régulièrement, ni avoir de bulletin spécial réunissant les publications relatives aux Sociétés.

Nous arrivons maintenant à l'étude de l'office des Sociétés existant à Londres, à Somerset House, depuis de nombreuses années.

Il n'y a pas à proprement parler, de règlement spécial pour cette organisation et c'est dans la pratique, aussi bien que dans divers textes de lois ayant trait aux Sociétés, qu'il faut puiser les renseignements sur ce sujet.

Les mesures de protection de l'épargne envers les Sociétés qui y font appel par l'émission d'actions sont, on le sait, dans les lois anglaises de 1862 à 1907 (act. de 1908) relatives à la publicité des Sociétés au moment de leur constitution, puis à la publicité des documents sociaux pendant leur fonctionnement, enfin au contrôle accordé aux intéressés par l'intermédiaire d'organisations reconnues légalement.

L'organisme légal constitué par la loi anglaise pour centraliser les documents, contrôler l'observation des formalités et veiller à leur exécution est le Registrar of joint stock companies (greffier des Sociétés) nommé par le Board of Trade (Ministère du Commerce). A Somerset House, dans un vaste édifice se trouve l'organisation de

l'Enregistrement spécial aux Sociétés. Le greffier est à la tête de ce bureau. Le Board of Trade nomme les greffiers, les commis greffiers, les employés, et réglemente leurs fonctions. Il détermine leurs émoluments, d'accord avec le Bureau de la Trésorerie, sur les fonds votés par le Parlement.

C'est donc entre les mains du greffier des Sociétés que sont centralisées toutes les formalités prescrites par la loi pour la constitution, la publication et le contrôle des Sociétés du Royaume Uni.

On sait que la loi anglaise distingue plusieurs catégories de Sociétés « limited » par actions :

1° Les Sociétés privées qui ne doivent pas grouper plus de cinquante actionnaires et ne doivent pas faire appel au public ;

2° Les Sociétés publiques, n'émettant pas de prospectus, qui sont astreintes à des prescriptions spéciales (notamment en ce qui concerne l'obtention d'un second certificat pour compléter le certificat d'incorporation dont nous parlerons tout à l'heure) ;

3° Les Sociétés publiques qui émettent un prospectus. Ce sont celles qui se rapprochent le plus de nos Sociétés anonymes et leur catégorie est de beaucoup la plus importante.

Les Sociétés publiques qui émettent un prospectus sont constituées par sept personnes au moins qui déposent au greffe des Sociétés, à Somerset House, un « mémorandum

of Association ». Ce mémorandum doit contenir : le nom de la Société, son siège social, son objet, le montant du capital social et le taux des actions. L'objet de la Société doit être extrêmement détaillé et comporter l'énumération de toutes les opérations auxquelles la Société entend se livrer car cette énumération est limitative.

Ces statuts sont signés par les sept fondateurs qui souscrivent généralement une action chacun. Le mémorandum d'association ne peut ultérieurement être modifié que par décision de l'Assemblée générale des actionnaires, décision qui doit être, en outre, soumise à l'homologation de la Haute Cour de Justice de Londres.

Le prospectus qu'on répand dans le public pour obtenir la souscription des actions doit être déposé au registrar avant d'être lancé.

Il faut de plus, que le capital minimum énoncé dans les statuts et rappelé dans le prospectus soit souscrit et que cinq pour cent au moins en soient versés. Si, dans les quarante jours qui suivent la publication du prospectus, ce minimum n'est pas souscrit, l'émission est annulée et les souscripteurs qui avaient versé des fonds sont remboursés.

Le mémorandum déposé, le prospectus lancé, le minimum souscrit, un administrateur, ou le secrétaire de la Société, doit faire, sous serment, une déclaration, au Registrar, afin d'attester que toutes les formalités prescrites par la loi ont été remplies. Le Registrar délivre alors

un certificat spécial. C'est ce certificat qui, conférant à la Société son existence légale, lui permet de commencer ses opérations.

Pendant le fonctionnement de la Société, la loi anglaise par tout un ensemble de mesures et de formalités obligatoires assure le contrôle des opérations sociales. A cet effet, le Bureau des Sociétés a établi une série de formules afférentes à chaque formalité. Chacune de ces formules a son numéro de nomenclature. Il suffit d'en remplir les blancs et de les déposer au Registrar en payant les droits. Cela simplifie le travail et uniformise les déclarations. Ainsi : Voici la formule N° 4. Elle est relative au siège social ; on la remplit en cas de changement de lieu.

2° C'est la formule N° 9 qui est relative aux modifications dans le Conseil d'administration, car les noms, adresses et professions des administrateurs doivent figurer sur un registre social dont copie est remise au Registrar ;

3° La formule 45 s'emploie au sujet des répartitions d'actions, car ces répartitions doivent, dans le mois, être portées sur un état qu'on dépose au Registrar ;

4° La formule 8 A, concerne le rapport que la Société doit remettre au Registrar, dans les sept jours après le quatorzième jour qui suit l'Assemblée générale annuelle. Comme la formule l'indique ce rapport contient obligatoirement :

a) Les noms, professions et adresses, des actionnaires, avec le nombre d'actions de chacun et les mêmes indica-

tions pour les personnes qui ont cessé d'être actionnaires depuis la confection de l'état ;

b) Les noms, adresses et professions des administrateurs ;

c) Le capital social ;

d) Le nombre d'actions réparties depuis la constitution jusqu'à la date du rapport ;

e) Le montant des appels de fonds effectués, les sommes versées sur ces appels, et celles restées impayées ;

f) Le montant des dettes hypothécaires ;

g) Le bilan de la Société, certifié par les commissaires des comptes, indiquant l'actif, le passif et les données d'après lesquelles l'actif a été évalué ;

5° Enfin quand l'Assemblée générale a voté des résolutions spéciales ou extraordinaires, ces résolutions doivent être imprimées et déposées chez le Registrar dans les quatorze jours qui suivent, soit l'Assemblée de confirmation pour les résolutions spéciales, soit l'Assemblée générale elle-même pour les résolutions extraordinaires.

Et l'ensemble de tous ces documents, établis sur formules claires et précises, forme le dossier de l'entreprise au Bureau des Sociétés. Ce dossier, constamment à jour, pendant tout le fonctionnement social, les intéressés peuvent le consulter à volonté. En effet, en vertu de la loi de 1908, toute personne peut examiner les documents déposés au Registrar, moyennant un shilling par communication. De plus, il est loisible à tous de se faire délivrer

une copie officielle soit du certificat d'incorporation, pour cinq shillings, soit de tout autre document, pour sixpence par folio. Toute copie, ainsi délivrée, revêtue de la signature du Greffier, peut faire foi en justice au même titre que l'original.

The London Gazette published by authority, dont les insertions rappellent plutôt celles de nos journaux d'annonces légales que celles de notre journal officiel, se borne à insérer les convocations aux meetings (Assemblées générales).

Tel est l'ensemble des formalités obligatoires pour la constitution et le fonctionnement normal des Sociétés anonymes anglaises. La loi anglaise a prévu en outre des formalités facultatives dont les intéressés peuvent user. C'est ainsi que, d'après l'article 109 de l'act. de 1908, le Board of Trade a la faculté de désigner un ou plusieurs inspecteurs compétents à l'effet d'examiner les opérations de toute Société et de faire un rapport sur les résultats de leur inspection. Cette mesure, pour être ordonnée, doit être demandée par des actionnaires représentant le tiers du capital s'il s'agit d'une Société de banque ou simplement le dixième du capital s'il s'agit d'une autre espèce de Société par actions.

Les inspecteurs ainsi désignés ont le droit d'interroger tous les employés de la Société, même de les interroger sous la foi du serment et de se faire présenter tous livres ou documents relatifs aux affaires sociales. Leur rapport

est remis au Board of Trade. Une copie peut en être délivrée aux actionnaires qui ont demandé l'enquête. Enfin, en vertu de l'article 110, les actionnaires peuvent décider, en Assemblée générale, par résolution spéciale, de nommer des inspecteurs pour enquêter sur les opérations sociales : Ces inspecteurs ont les mêmes pouvoirs que ceux nommés par le Board of Trade. Cette mesure complète les garanties du public quant à la gestion des Sociétés.

La conclusion que nous voudrions dégager de cette rapide revue des différentes règles de publicité imposées par les grandes législations aux Sociétés par action est la suivante : Le jour où l'on aura en France un régime de publicité bien organisé, clair et pratique il n'y aura plus besoin de dispositions législatives particulières pour régler cette matière qui, en réalité, est une matière contractuelle relevant du droit commun. Mais nous en sommes loin.

Il est bien évident que les formalités de publicité du code de commerce et de la loi de 1867, voire de 1907, avec les insertions à deux francs la ligne au Bulletin Annexe, ne s'expliquent plus guère à une époque qui a vu l'évolution formidable des valeurs mobilières, et qui va la voir se développer encore davantage.

Pour permettre au public de se renseigner aisément sur les Sociétés, sur leur origine et leur fonctionnement, sur leurs fondateurs et leurs administrateurs, sur leurs statuts et les modifications qui y sont apportées, il ne semble

pas douteux qu'il faille centraliser la publicité. Un Office Central des Sociétés où seraient déposés obligatoirement tous les actes des Sociétés en France et aux colonies, où serait rédigé un bulletin spécial qui centraliserait toutes les publications relatives à la composition du Conseil d'administration; aux noms des commissaires, où l'on trouverait l'indication d'opérations sociales d'une importance particulière pour le crédit de la Société et l'intérêt des tiers (telle par exemple, la création des obligations qui, en dehors des émissions publiques, ne figure nulle part avant l'établissement du bilan) serait d'une utilité indiscutable.

Faudrait-il demander aux pouvoirs publics de faire de cet office central des Sociétés, un organe du Ministère du Commerce ou du Ministère des Finances ? La question est délicate. La Chambre de Commerce après avoir songé à organiser elle-même cet office, a renoncé. Elle a cru en effet que la transformation de l'Association nationale des porteurs de valeurs mobilières, sous les auspices de la Chambre syndicale des agents de change, en office des valeurs mobilières, suffirait. Cela n'a pas suffi, faute de sanction légale et c'est dommage car il conviendrait de laisser à cette organisation un caractère commercial et économique.

Le 3 octobre 1918, MM. André Hesse, Louis Deschamps et Pierre Laval ont déposé à la Chambre une proposition de loi ayant pour objet la création d'un Office national des Sociétés commerciales. Après avoir exposé « la parodie

actuelle de la publicité légale » et les « tares » de cette publicité, cette proposition tend à prouver que l'Office national des Sociétés, la « Maison des Sociétés » doit recevoir l'investiture de l'Etat. Mais cette proposition a été renvoyée à la Commission du commerce et de l'industrie.

En résumé, si souhaitable que soit la création d'un Office central des Sociétés, il ne semble pas que cette innovation s'impose dans les réformes législatives urgentes que l'on voudrait voir adopter pour le plus grand et le plus rapide développement de l'entreprise par actions en France. Mais l'opinion publique pourrait tenter d'obtenir la création extra légale d'un Office central dont l'efficacité n'est plus à démontrer.

CONCLUSIONS

De ce qui précède nous croyons pouvoir tirer trois séries de conclusions, l'une comprenant ce qu'on ne peut pas faire, l'autre ce qu'on doit faire, la dernière ce qui ne s'impose pas, mais est pourtant souhaitable, en vue du développement de nos Sociétés par actions.

1° — Ce qu'on ne peut pas faire :

— Ce qu'on ne peut pas faire, c'est une refonte complète de notre loi du 24 juillet 1867 parce que ce travail législatif serait long alors qu'il convient d'aller vite, afin que notre activité dans le domaine de la Production reprenne sans délai.

— C'est, également, exiger la nationalité française des souscripteurs, actionnaires, ou même des administrateurs, des Sociétés par actions françaises parce que des mesures analogues ne manqueront pas d'être prises, par rétorsion, contre nos nationaux à l'étranger, parce que nous avons besoin de tous les capitaux possibles, parce que, par interposition de personnes, l'étranger tournerait facilement la loi.

2^o. — Ce qu'on doit faire :

— Ce qu'on peut faire, c'est d'abord assurer une plus grande sécurité au souscripteur.

— En lui fournissant des données précises sur l'entreprise à laquelle il va participer, et ce, au moyen du bulletin de souscription.

— En lui donnant la certitude que les versements prescrits par la loi, ont bien été effectués et ce, par l'obligation d'opérer ces versements à la Banque de France.

— En supprimant cette apparence de garantie que la loi de 1867 lui confère par la déclaration du gérant dans un acte notarié, car cette déclaration ne sert à rien et coûte cher.

C'est ensuite en donnant à l'actionnaire la possibilité de connaître le fonctionnement de la Société par la lecture d'un bilan dressé obligatoirement de manière à exprimer la vérité comptable.

Dans le même but, augmenter la durée et l'étendue du contrôle des commissaires aux comptes.

3° — Ce qui ne s'impose pas, mais ce qui est souhaitable :

Ce qui ne s'impose pas, mais ce qui est souhaitable c'est que la coutume choisisse les commissaires aux comptes parmi des professionnels qualifiés — comme elle le fait en Angleterre.

C'est que la Chambre de Commerce organise, en lui laissant un caractère d'indépendance, commercial et économique, un office central des Sociétés.

Vu par le Président de la Thèse,

ALBERT WAHL.

Vu :

Le Doyen,

F. LARNAUDE.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

POINCARÉ.

BIBLIOGRAPHIE

- BING FÉLIX. — La Société anonyme en Droit Allemand.
- CORBIAU JEAN. — Des Sociétés commerciales.
- DEMEUR A. — De la publicité des bilans.
- DAUBRESSE LOUIS. — Cahiers commerciaux.
- DELAVELLE EMILE. — Revue de comptabilité.
- ENGELMANN J., — Aktien and Bankwesen.
- GIDE CHARLES. — Ordonnance politique.
- LAVELEYE DE. — Une loi sur les bilans.
- LEROY BEAULIEU. — Economie politique.
- LEAUTEY. — Principes généraux de comptabilité.
- LYON-CAEN. — Droit commercial.
- MAGUÉ LOUIS. — Les bilans de nos établissements de crédit.
- MIQUARDT. — Des faux bilans.
- MOUCHEZ GEORGES. — Sociétés des dépôts et banques d'affaires.
- MERINEX ALFRED. — Le Droit des Sociétés anonymes dans l'Etat de New-York.
- NEYMARCK. — Alfred,

PONTREMOLI ALBERT. — Des Instituts à Charte des comptables jurés.

RYEX LÉON. — Des faux bilans.

SCHEYVEN AUGUSTE. — La législation roumaine sur les Sociétés.

SOLVAY ERNEST. — Le comptabilisme.

TOUCHY LOUIS. — Economie politique.

TABLE

L'entreprise par actions et la législation	5
Notre législation correspond-elle au développement économique des Sociétés par actions? ..	6
De l'emploi des capitaux dans la Société par actions	6
De l'emploi des activités humaines dans la Société par actions	9
Nos lois actuelles sont-elles en mesure de favoriser l'essor nécessaire de la Société par actions en France?	11
 I. — Constitution	 18
D'un bulletin de souscription	20
Versement à la banque de France	22
De l'acte notarié	24
De la nationalité dans les Sociétés par actions ..	27
Nationalité des souscripteurs et actionnaires ..	28
Nationalité des administrateurs	33

II. — Fonctionnement	39
Analyse	50
La spéculation sur les réserves occultes	53
De l'organisation en France d'un corps de contrôle analogue, à celui des Instituts à charte des comptables, jurés en Angleterre et dans le pays de Galles	58
D'un Office central des Sociétés	72
Des formalités actuelles de publicité	74
Conclusions	88
1° Ce qu'on ne peut pas faire	88
2° Ce qu'on doit faire	89
Bibliographie	91

Droit — Jurisprudence — Economie politique et sociale.

Librairie ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU et C^{ie}

Editeurs,

14, rue Soufflot, PARIS
